



EVALUATION MULTISECTORIELLE DANS LA RÉGION DU LAC TCHAD

TCHAD

RAPPORT D'ENQUÊTE

OCTOBRE 2016

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	3
Liste des acronymes	5
Classification géographique.....	5
Liste des graphiques et cartes	5
METHODOLOGIE	7
RÉSULTATS	11
Déplacements de la population.....	11
Sécurité alimentaire et moyens de subsistance.....	16
Accès aux services de base	22
Protection et cohésion sociale	28
CONCLUSION	30
ANNEXE 1	31
ANNEXE 2	32
ANNEXE 3	33

Traversée de pirogue près du village de Iga, canton de Bol, août 2016 © REACH

A propos de REACH

REACH est une initiative conjointe de deux organisations non-gouvernementales internationales, ACTED et IMPACT Initiatives, et du Programme Opérationnel des Nations Unies pour les Applications Satellitaires (UNOSAT). REACH a été créée en 2010 afin de développer des outils et des produits d'information qui contribuent à renforcer les capacités des acteurs et de faciliter la prise de décisions dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. L'ensemble des activités de REACH est mené en appui et au sein des mécanismes inter-agences de coordination établis au niveau local, régional et global. Pour plus d'informations visitez notre site web : www.reach-initiative.org. Vous pouvez nous contacter directement à l'adresse : geneva@reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter @REACH_info.

RESUME

La crise sécuritaire persiste au Cameroun, Nigéria, Niger et Tchad, et bien que l'état d'urgence ait été levé fin octobre dans la zone du lac au Tchad, aucune indication des autorités ne signale un apaisement de la crise. La volatilité de la situation dans la zone continue d'être la cause de déplacements de populations et l'OIM estime ainsi qu'il y aurait actuellement plus de 120 000 déplacés internes, réfugiés et retournés dans la région du lac Tchad. Ces déplacements exercent une pression démographique sur la région et ses dynamiques socio-économiques. Depuis janvier 2016, REACH a mis en place un système d'évaluations régulières des besoins multisectoriels des populations touchées par la crise pour informer la réponse humanitaire et proposer aux acteurs concernés une analyse globale des dynamiques de mouvements des populations dans la zone. Ce rapport constitue le dernier d'une série de trois rapports et vise à présenter une image actualisée de la situation humanitaire dans la région du lac Tchad.

Les résultats présentés dans ce rapport se basent sur des informations collectées entre le 19 août et le 22 septembre 2016 lors de 731 enquêtes conduites auprès de 611 informateurs-clés (ICs) issus de la population hôte par rapport à 314 villages d'origine et 120 ICs issus de la population déplacée par rapport à 86 sites de déplacement. La méthodologie utilisée est la même que lors des deux précédents rapports (mars 2016 et juin 2016). Elle se base sur un échantillon d'individus préalablement identifiés comme ICs, c'est-à-dire qui présentent de bonnes connaissances de leur village d'origine, ou de leur localité de déplacement s'ils ont un statut de déplacés, et qui ont été interrogés sur la situation dans ceux-ci. Ce réseau d'ICs vise à couvrir de manière homogène et proportionnelle la population des sous-préfectures autour du lac Tchad. Il se compose d'une part d'ICs interviewés lors du rapport précédent et d'autre part de nouveaux ICs identifiés dans la chefferie des villages, les secteurs de l'éducation et de la santé, et dans les marchés des sous-préfectures qui n'avaient pas été couvertes lors de l'enquête précédente.

De manière générale, on ne relève aucun progrès significatif de la situation humanitaire dans les régions autour du lac Tchad. Les besoins humanitaires identifiés auparavant perdurent, en exacerbant davantage la pression sur les communautés du Lac et la cohésion sociale. En particulier, les dynamiques suivantes ont été observées :

- 1) L'analyse des conditions des populations hôtes et déplacées confirme l'existence de réels besoins auprès des deux communautés, bien que les déplacés présentent un degré de vulnérabilité plus important.
- 2) La saison des pluies a eu un impact positif sur la production agricole et le prix des céréales a par conséquent diminué. Cependant, la sécurité alimentaire reste un défi prioritaire dans la région et les distributions alimentaires comme source d'approvisionnement de nourriture ont seulement été indiquées par 8% des ICs des populations hôtes et par 18% des ICs déplacés. Cette insécurité alimentaire oblige les communautés à avoir recours à des stratégies d'adaptation négatives pour subvenir à leurs besoins.
- 3) Les services de base dans les sous-préfectures qui entourent le lac Tchad sont structurellement insuffisants. L'arrivée de nouvelles populations accentue la pression sur une offre de services déjà limitée et dont les coûts d'accès sont prohibitifs pour les populations les plus vulnérables. Le manque de services et la restriction de mouvements des personnes viennent empirer l'accès aux services de santé, d'éducation, d'eau et d'assainissement de ces régions. En particulier, l'absence de conditions d'assainissement acceptables est un facteur de risque important pour ce qui concerne les maladies hydriques dans la région.
- 4) Moins de la moitié des enfants des villages et des sites de déplacement sont scolarisés selon la majorité des informateurs clés. Selon les mêmes ICs, les filles sont moins scolarisées que les garçons (selon 58% des ICs pour les garçons et 84% des ICs pour les filles).

- 5) La situation sécuritaire et économique actuelle, à laquelle s'ajoute un accès limité à la nourriture, aux moyens de subsistances et aux services de base, fait ressortir une concurrence entre populations hôtes et déplacées. Cette concurrence et les tensions qu'elle suscite risque d'avoir un effet négatif sur le long terme sur la cohabitation et la cohésion sociale. En effet, le nombre d'ICs reportant des tensions sociales dans leur localité a augmenté de sept points de pourcentage depuis le rapport de juin, pour atteindre aujourd'hui 31%.

Au regard des résultats de l'enquête, les besoins prioritaires des populations hôtes et déplacées concernent principalement l'accès à la nourriture et aux moyens de subsistance, ainsi que l'accès aux services de base tels que les infrastructures de santé, l'eau et l'assainissement, et les infrastructures scolaires. De plus, il sera essentiel de continuer à surveiller les tensions sociales dont font état un nombre croissant d'ICs.

En outre, le dialogue et la coopération entre les acteurs humanitaires et les acteurs de développement doivent se poursuivre afin d'améliorer l'impact des programmes visant à répondre aux besoins à court et long termes de la région et des populations touchées.

En considérant le contexte et les besoins indiqués par les différentes populations, une approche territoriale, qui prenne en considération les besoins des populations déplacées ainsi que ceux des communautés hôtes, permettrait de répondre aux besoins des deux populations, mais aussi de ne pas créer un déséquilibre en termes d'assistance pour les deux groupes, au risque d'insuffler des tensions.

Liste des acronymes

ACF	Action Contre la Faim
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
ICs	Informateurs clés
MAG	Malnutrition aigüe globale
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions
UNICEF	United Nations Children's Emergency Fund

Classification géographique

Région	L'échelon administratif le plus élevé après le niveau national.
Département	Unité administrative sous la région
Sous-préfecture	Unité administrative sous le département
Canton	Plus petite unité administrative au-dessus du village et garant du droit coutumier

Liste des graphiques et cartes

Graphique 1 : Raisons qui pourraient pousser à quitter le village d'origine, par type de population	13
Graphique 2 : Raisons pour rester dans les villages d'origine ou localité de déplacement, par type de population	14
Graphique 3 : Type d'abris utilisé par la population hôte et déplacée selon les ICs.....	14
Graphique 4 : Type d'accès à la terre par type de population	15
Graphique 5 : Besoins prioritaires en termes d'articles non-alimentaires, par type de population	16
Graphique 6 : Principales sources de nourriture des habitants du village le mois précédant l'enquête, par type de population.....	17
Graphique 7 : Principales raisons des difficultés à se procurer de la nourriture, le mois précédant l'enquête	19
Graphique 8 : Principales stratégies d'adaptation négatives, le mois précédant l'enquête	19
Graphique 9 : Principales sources de revenu des habitants du village le mois précédant l'enquête.....	20
Graphique 10 : Prix des aliments au marché le plus proche le mois précédant l'enquête, selon les ICs	21
Graphique 11 : Maladies les plus fréquentes le mois précédant l'enquête selon les ICs, par population	23
Graphique 12 : Difficultés rencontrées pour accéder aux soins	24
Graphique 13 : Principales raisons pour ne pas aller à l'école pour filles et garçons, selon les ICs	25
Graphique 14 : Principales sources d'eau dans le village ou site de déplacés	27
Graphique 15 : Type principale de latrine utilisée par les habitants des villages et sites de déplacés	28
Carte 1 : Carte de référence.....	8
Carte 2: Distribution des ICs par sous-préfecture.....	9
Carte 3: Distribution des villages d'origine et des localités de déplacement enquêtés, par sous-préfecture.....	10
Carte 4: Déplacements de la population selon les ICs	12
Carte 5: Villages ayant accueilli des nouveaux arrivés le mois précédant l'enquête selon les ICs	13
Carte 6: Proportions d'ICs indiquant des distributions alimentaires dans leur village d'origine le mois précédant l'enquête, par sous-préfecture.....	18
Carte 7: Nombre de villages enquêtés ayant une école utilisée comme abris, par sous-préfecture	26
Carte 8: Principales sources d'eau par sous-préfecture.....	27

INTRODUCTION

Historiquement une plaque tournante économique du Tchad et de ses pays voisins, la région du Lac Tchad est actuellement marquée par une situation sécuritaire, économique et humanitaire précaire durable. En effet, la propagation de la crise nigériane dans la région et l'augmentation des attaques de groupes armés contre la population civile avaient conduit le gouvernement tchadien à décréter l'état d'urgence en novembre 2015, puis sa prolongation en avril 2016, ayant un impact direct sur la circulation des biens et des personnes. Bien que celui-ci devait prendre fin en octobre 2016, ni une deuxième extension, ni sa fin n'ont pour l'instant été annoncées. Or, depuis la fin de juillet, la situation sécuritaire se détériore dans les zones frontalières avec le Niger et le Nigéria, et plusieurs incidents sécuritaires ont été reportés, notamment impliquant des engins explosifs¹.

L'instabilité sécuritaire et les restrictions de mouvements imposées par l'état d'urgence ont causé d'importants déplacements de populations vers l'intérieur de la région du Lac. En effet, en date du 13 décembre 2016, l'Organisation Internationale de la Migration (OIM) avait enregistré la présence de 100 765 déplacés dans la zone du Lac, et identifié 8 221 réfugiés. Depuis le début de la crise en 2015, elle estime la présence de 20 955 déplacés non-enregistrés². Dans la région du Lac, selon le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), la majorité de ces populations déplacées vit actuellement dans 50 sites de déplacements et 76 villages d'accueil. De plus, le nombre de personnes ayant besoin d'aide humanitaire est estimé à plus de 275 000 dans la région³. Ces déplacements de communautés et l'instabilité exercent une pression en termes d'accès aux ressources et aux services déjà limités.

Face à cette situation, les efforts humanitaires se poursuivent, bien que les difficultés d'accès causées par l'insécurité, les restrictions de mouvements liées à l'état d'urgence, et les inondations, rendent la réponse humanitaire difficile. Ces différents éléments impactent également les exercices de collecte de données dans la région qui se trouvent ainsi restreints à certaines régions principalement, ou certains sites de déplacement particuliers, limitant de fait l'accès à l'information dans certaines zones et ainsi une compréhension globale de la situation et des effets de la crise sur l'ensemble des populations touchées dans la région du Lac et des alentours.

Afin de combler ces lacunes en termes d'information, REACH a mis en place un système d'évaluation multisectorielle régulière des besoins des populations touchées par la crise nigériane visant à informer la réponse humanitaire et permettre aux acteurs concernés de disposer d'une perspective globale des dynamiques de mouvements des populations dans la zone. REACH a donc pour but de combler le manque d'informations existant pour permettre à la communauté humanitaire d'anticiper davantage les besoins humanitaires dans la région du Lac Tchad et ainsi améliorer l'efficacité de la réponse à la crise.

Un premier rapport a été publié en mars 2016, présentant les résultats du cycle d'enquête « pilote » et constituant le début d'une série de produits à publier dans le cadre de ce projet. Une mise à jour de ces résultats a été publiée avec le deuxième rapport en juin 2016. Le rapport présenté ici constitue le troisième de la série. Il propose une mise à jour et une analyse approfondie et élargie de l'état des lieux présenté dans les rapports précédents et explique l'évolution de la situation au cours des derniers mois.

Les données recueillies lors de ce cycle d'enquêtes ont été collectées à travers un réseau d'informateurs-clés (ICs) entre le 19 août et le 23 septembre 2016. Ce réseau est composé d'une part des informateurs interrogés lors des rapports précédents et, d'autre part, de nouveaux informateurs aux profils plus variés. Il a été élargi de 402 ICs en juin à 731 ICs lors de l'enquête présentée dans une volonté d'atteindre une couverture homogène de la région du lac Tchad et proportionnelle à la population de chaque canton ou sous-préfecture.

¹ UNOCHA. Situation Report #18

² Cluster Abris/AME/IOM/CCCM, Mise A Jour Des Chiffres Des Personnes Déplacées En Lien Avec La Crise Nigériane, 13 décembre 2016.

³ UNOCHA : Lake Chad Basic : Crisis Overview (as of 1 November 2016)

METHODOLOGIE

Echantillonnage et collecte de données

La collecte de données se base sur une méthodologie d'échantillonnage choisie via consultation avec des individus identifiés comme ICs dans les principales communes de la région du lac Tchad. La méthodologie utilisée pour ce troisième rapport comprend des ICs confirmés des rapports précédents, principalement des marchands ou producteurs, et des ICs sélectionnés au sein des structures de santé, des structures d'éducation et de la chefferie des villages. L'échantillonnage choisi vise à :

- 1) Consulter des personnes qui viennent de villages différents et qui ont une vue d'ensemble sur les besoins de leur communauté afin de consolider les informations sur leur zone d'origine (et pour ceux qui sont déplacés, également sur leur site de déplacement).
- 2) Avoir accès à des informations actualisées sur les zones inaccessibles du fait des conditions de sécurité.
- 3) Identifier et consolider un réseau d'ICs avec des profils variés qui pourront être contactés régulièrement afin d'actualiser les informations disponibles au niveau de la sous-préfecture.

L'objectif est ainsi de pouvoir couvrir de manière homogène l'ensemble du territoire en termes d'accès à l'information afin de pouvoir contrevérifier et analyser l'information provenant d'autres sources selon un découpage territorial pertinent. À cette fin, le réseau d'ICs a été étendu depuis les deux premiers rapports dans une volonté d'avoir un nombre d'ICs par chaque canton proportionnel à la population du canton même et d'être ainsi afin d'être le plus représentatif possible, et pour aussi intégrer davantage de répondants disposant d'informations qualifiées et vérifiables sur des thématiques précises, comme les marchands, les docteurs, les enseignants et les autorités locales.

La méthodologie est continuellement améliorée et de nouvelles questions ont été ajoutées, notamment sur les besoins d'articles non-alimentaires et les vulnérabilités dans le secteur de la protection. Ces sujets ont été inclus pour approfondir les analyses et mieux comprendre les dynamiques de déplacements et les besoins des populations dans tous les secteurs.

Une matrice permettant de mesurer le niveau de fiabilité de l'information avait été introduite dans la méthodologie du deuxième rapport et a été à nouveau utilisée et présentée ici. Cette matrice assigne des points de 1 à 3 à chaque informateur en fonction de son niveau de connaissance pour chaque indicateur de base des 9 indicateurs thématiques identifiés – sur la base de leur profil d'activité et leur statut. Chaque section dispose d'un classement de confiance qui a été calculé sur la base des ICs qui ont répondu aux questions sur un thème spécifique. Pour un aperçu de la matrice, référez-vous à l'annexe 1.

Au total, 759 enquêtes ont été menées entre le 19 août et 22 septembre 2016, et 731 ont été retenues pour l'analyse et la rédaction de ce rapport. De ces 731 enquêtes, 366 ont été effectuées par téléphone, et 365 sur site, majoritairement dans des marchés (126), des écoles (11) ou des centres de santé (17).

Pendant la collecte de données, un débriefing de chaque enquêteur a été effectué à la fin de chaque journée afin de transmettre des informations recueillies mais n'étant pas incluses dans le questionnaire. Ce dernier compte 8 questions préliminaires auxquelles doivent répondre les enquêteurs, environ 120 questions pour les ICs, et 35 questions supplémentaires pour les ICs ayant le statut de déplacé. Les questions sont à choix multiples de type cumulatif et non cumulatif et, moins souvent, ouvertes. Les questions ont été largement orientées afin de pouvoir en dégager des informations sur les déplacements de populations, l'accès aux services de base et la sécurité alimentaire dans la région autour du Lac.

Carte 1 : Carte de référence



Un total de 611 enquêtes ont été retenues pour l'analyse des villages d'origine et 26 ont été exclues si les critères suivants n'étaient pas remplis :

- i. Le questionnaire d'enquête n'a pas été terminé ;
- ii. La durée minimum de l'enquête doit être de 10 minutes ;
- iii. L'IC dispose de suffisamment d'informations pour pouvoir répondre à au moins 5 des 9 sections de l'enquête (correspondant aux principaux indicateurs des besoins humanitaires analysés) par rapport à son village d'origine ;
- iv. L'informateur-clé possède des informations à jour de provenance du village, c'est-à-dire qu'il s'est rendu dans son village ou a eu des contacts avec ses habitants dans les 30 jours précédant l'enquête ;
- v. Le village d'origine de l'informateur se situe dans une des sous-préfectures ciblées au Tchad : Bagassola, Bol, Daboua, Doum-Doum, Kaiga-Kindjiria, Kangallam, Karal, Kouloudia, Liwa, Mani, Ngouboua et Ngouri.

Un total de 120 enquêtes ont été retenues pour l'analyse des sites de déplacés et 2 ont été exclues si les critères suivants n'étaient pas remplis :

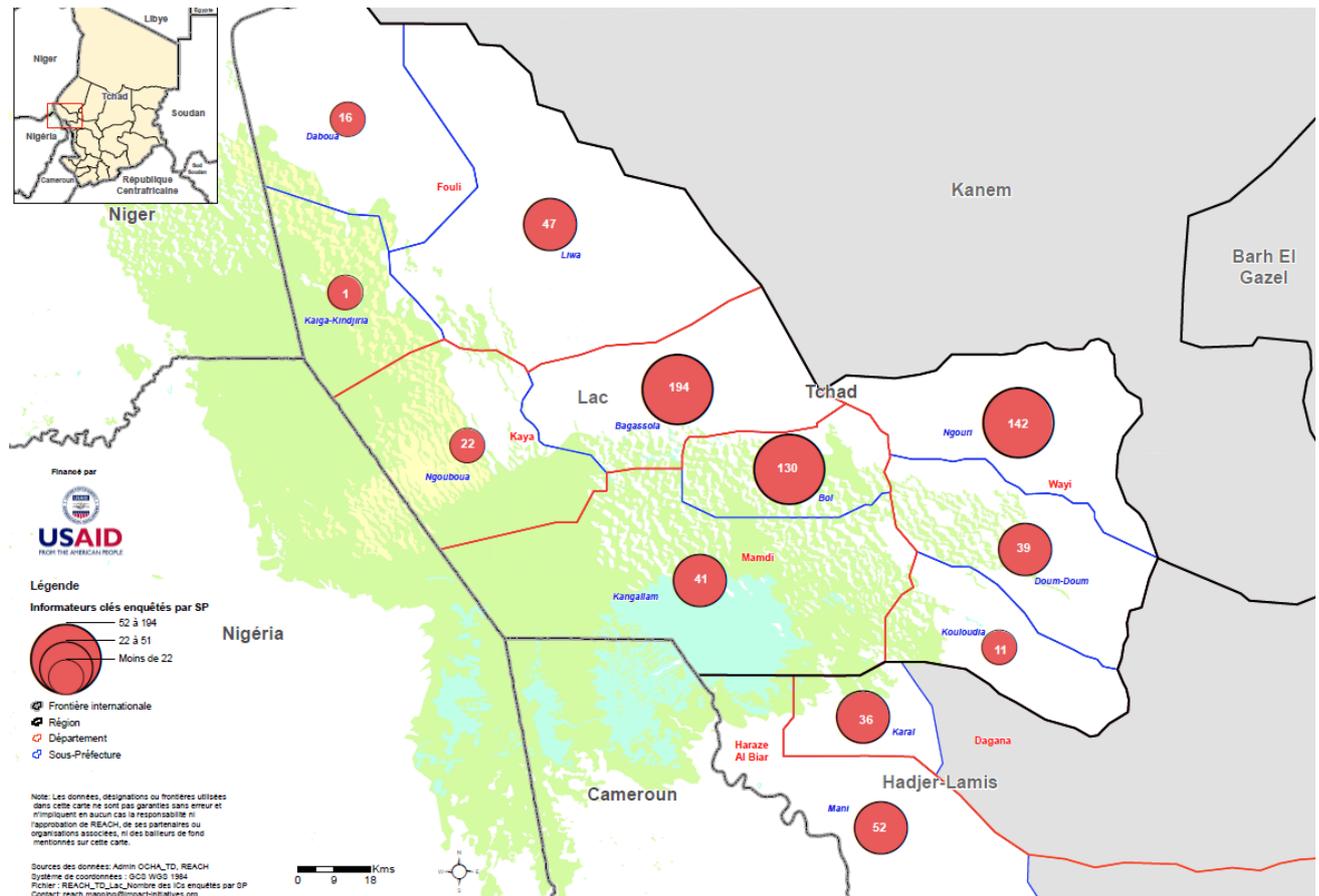
- i. Le questionnaire d'enquête n'a pas été terminé ;
- ii. La durée minimum de l'enquête doit être de 10 minutes ;
- iii. L'IC possède des informations à jour en provenance du site, c'est-à-dire qu'il vivait dans le site à la date de l'enquête.

Suite à la phase de collecte, les données ont été nettoyées et les réponses controversées ou incohérentes ont été interprétées et corrigées avec l'aide des commentaires des chefs d'équipe.

Enfin, les résultats ont été croisés avec des données secondaires disponibles incluant les évaluations conjointes inter-clusters, les résultats des profilages de l'OIM, les données publiées par OCHA, UNICEF et ACF dans leurs rapports (mentionnés ci-dessous).

En termes de découpage territorial, les régions constituent au Tchad l'unité administrative au-dessus des départements (ou préfectures), puis des sous-préfectures, cantons et villages. Depuis février 2016, REACH a conduit une collecte de données et des enquêtes parallèles sur le découpage administratif dans la région du Lac de Hadjer-Lamis. Ces données additionnelles ont permis d'établir, en collaboration avec OCHA et d'autres acteurs humanitaires impliqués dans les systèmes de gestion d'information géographique, une cartographie plus précise des sous-préfectures de la région, partagée et approuvée pour être utilisée à des fins humanitaires. Dans l'attente d'une cartographie encore plus détaillée, ce rapport utilise la sous-préfecture comme échelon d'analyse géographique.

Carte 2: Distribution des ICs par sous-préfecture



Limites de la méthodologie

La méthodologie utilisée permet d'identifier les tendances et les intérêts par thématique des villages enquêtés et de leur territoire. Elle ne permet cependant pas de généraliser les résultats à l'ensemble de la population de la région du lac Tchad en raison des limites suivantes :

- L'échantillonnage n'est pas représentatif, il s'agit d'un échantillon ciblé qui ne permet pas de généraliser les indicateurs sur l'ensemble de la population de la région du lac Tchad.
- L'échantillonnage ne couvre pas la totalité des villages ou cantons dans la région, et la répartition des enquêtes par sous-préfecture n'est pas encore homogène ni proportionnelle à la population totale. Les zones moins accessibles pour des raisons de sécurité, d'infrastructures, ou même de catastrophes naturelles sont sous-représentées.
- La majorité des enquêtes a été effectuée avec des hommes car les profils recherchés pour l'enquête d'après la matrice de confiance sont souvent des activités traditionnellement exercées par les hommes.

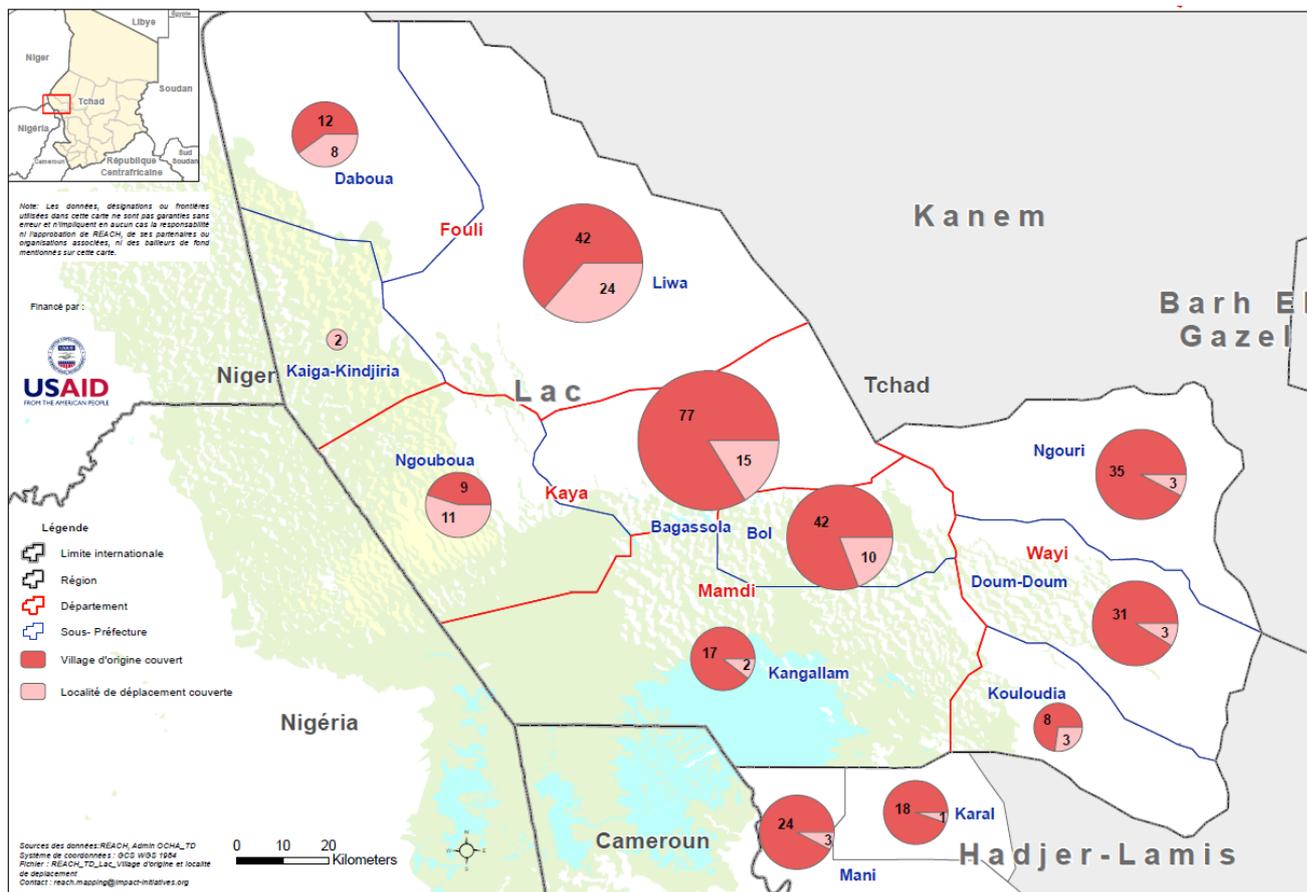
Localités d'origine, sites des déplacés et informateurs-clés

La distribution des ICs par sous-préfecture d'origine a été améliorée par rapport aux deux rapports précédents, sauf dans la région de Kaiga-Kindjiria qui reste difficile d'accès.

Sur les 731 enquêtes, 400 localités ont été couvertes : 314 villages d'origines et 86 sites de déplacements dans 12 sous-préfectures autour du lac Tchad (10 dans la région du Lac et 2 dans la région de Hadjer-Lamis). Ce rapport se base principalement sur les enquêtes dans les sous-préfectures de Bagassola (194), Ngouri (142), Bol (130) et Mani (52). Les autres sous-préfectures (Daboua, Doum-Doum, Kangallam, Karal, Kouloudia, Liwa et Ngouboua) ont toutes entre 10 et 50 ICs enquêtés chacune, et seulement 1 IC de Kaiga-Kindjiria figure dans les données de ce troisième rapport.

En ce qui concerne les profils des ICs, 610 d'entre eux se sont eux-mêmes identifiés comme étant de la population non-déplacée (population hôte), 88 de la population déplacée, 28 retournée, et 1 IC interviewé a signalé ne pas appartenir à aucune de ces populations. En moyenne, les répondants ont affirmé encore vivre dans leur village d'origine ou s'y être rendu dans les 5 jours précédant l'enquête. La vaste majorité des entretiens a été menée avec des hommes (685 sur 731) et la moyenne d'âge des ICs est de 44 ans. Les ICs sont à 22% des chefs de villages, à 22% des agriculteurs ou encore à 15% des enseignants.

Carte 3: Distribution des villages d'origine et des localités de déplacement enquêtés, par sous-préfecture



RESULTATS

Ce chapitre présente les résultats de l'évaluation multisectorielle dans la région du lac Tchad, divisés en quatre sections :

- **Déplacements de population:** cette section vise à identifier les principales caractéristiques de déplacement dans la région du lac Tchad en présentant un profil géographique des déplacements selon la localité d'origine, les déplacements les plus récents et les facteurs de déplacements de la population, et propose une comparaison des conditions de vie entre populations hôtes et déplacées.
- **Sécurité alimentaire et moyens de subsistance:** analyse les conséquences de l'insécurité et de l'état d'urgence en termes de sécurité alimentaire pour les populations hôtes et déplacées en présentant les différentes sources de nourriture, les difficultés d'accès à la nourriture et les distributions alimentaires des acteurs humanitaires dans la région, mais également les moyens de subsistance (sources de revenu, stratégies d'adaptation, impact de la crise sur les prix).
- **Accès aux services de base:** présente les conditions d'accès aux différents services de base – structures de santé, approvisionnement en eau potable et assainissement, infrastructures scolaires -, et les facteurs ayant un impact négatif sur chacun d'eux.
- **Protection et cohésion sociale:** analyse les relations entre les populations d'accueil et les déplacés, les éléments influençant celles-ci et leurs évolutions possibles; présente aussi les informations liées à la protection : les blessures et morts causés par les armes légères et les engins explosifs, les personnes vulnérables présentes dans les villages ou sites et les femmes victimes de violence ainsi que les services et mécanismes de soutien qui sont à leur disposition.

Les différences relevées entre la population hôte et la population déplacée sont soulignées lorsque cela est pertinent. Au début de chaque section, le nombre d'ICs ayant répondu aux questions relatives à cette thématique, le nombre correspondant de villages couverts ainsi que le niveau de confiance moyen de l'information (NCM) sont précisés.

Déplacements de la population

Profil des déplacements en bref

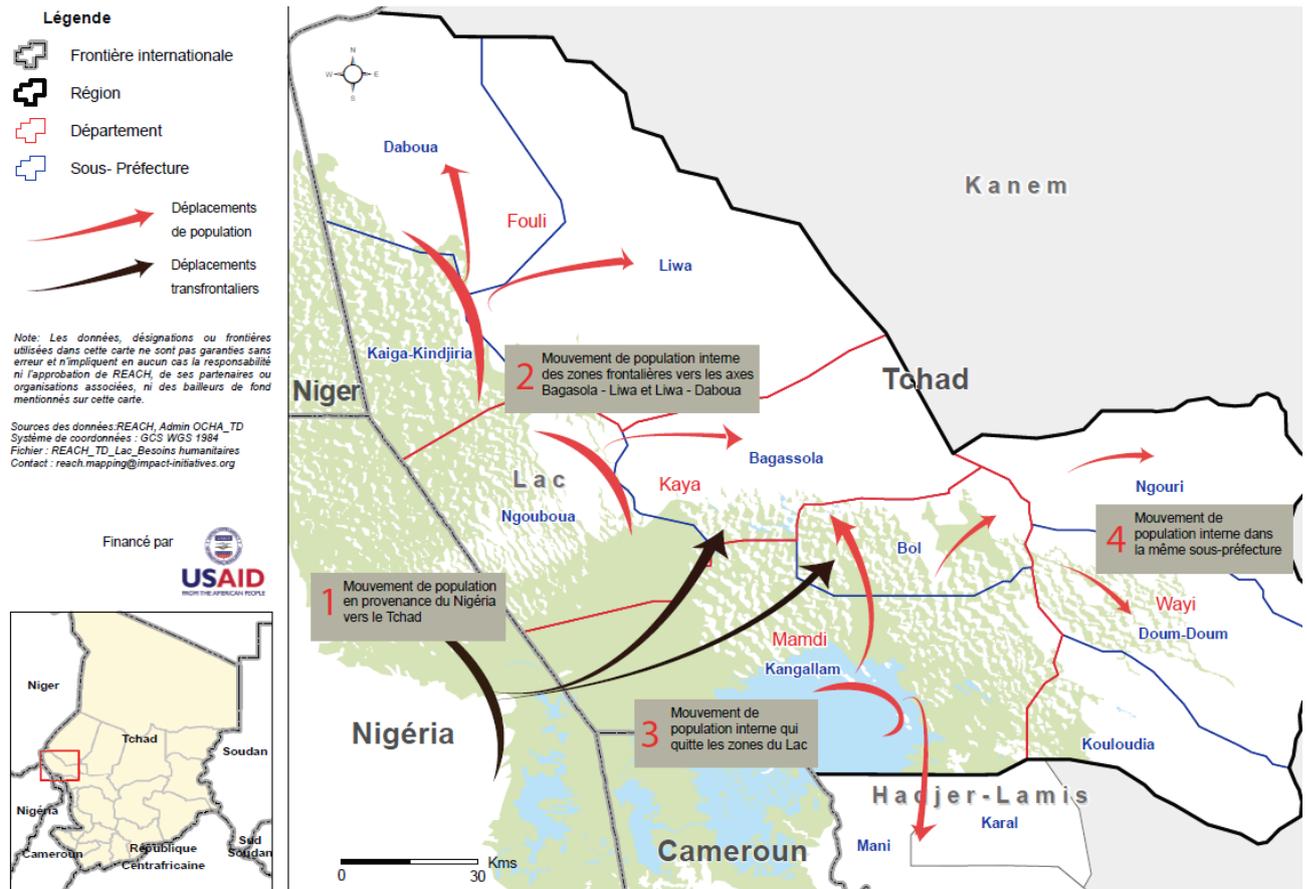
Des mouvements de populations similaires aux rapports précédents ont été observés, avec des déplacements qui se font encore principalement au sein de la même sous-préfecture ou localité. La plupart des déplacements sont causés par l'insécurité, l'accès à la nourriture et la perte des moyens de subsistance. La présence de déplacés a été signalée dans 70% des villages enquêtés, et on a relevé dans 43 localités l'arrivée de nouvelles populations de déplacés le mois précédant l'enquête. En ce qui concerne les types d'abris, les deux types les plus fréquents pour les populations hôtes sont les concessions et les habitats en paille, alors que la majorité des déplacés vit dans des habitats en paille. Comme auparavant, la plupart des localités n'a pas de système de gestion de l'accès à la terre en place. Par contre, les déplacés doivent le plus souvent payer un loyer pour y accéder.

Déplacement en fonction des zones d'origine et facteurs de déplacement

[517 ICs sur 731 ; 276 villages sur 314 ; NCM=2,29/3]

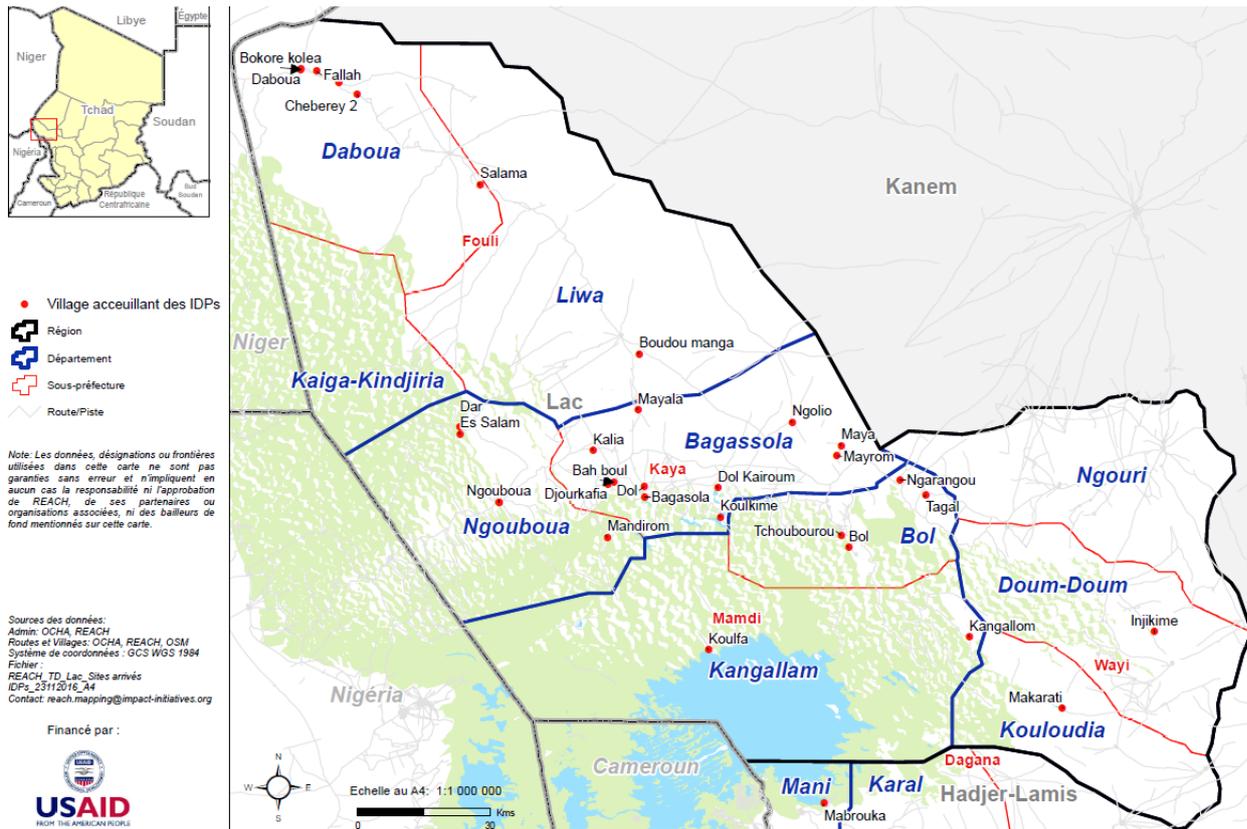
Les tendances de déplacement n'ont pas changé depuis la dernière enquête: les flux de populations sont similaires, en partance des mêmes localités d'origine vers les mêmes lieux d'établissement (voir carte 4). Comme les derniers rapports l'ont indiqué, les déplacements se font encore principalement au sein de la même sous-préfecture ou la même localité. Les populations continuent de s'éloigner des frontières avec le Niger et le Nigéria. Les populations déplacées ont tendance à s'installer dans les sous-préfectures où leur communauté est majoritaire. Malgré cela, les ICs ont reporté des tensions entre populations déplacée et hôte dans plus de la moitié des sous-préfectures évaluées.

Carte 4: Déplacements de la population selon les ICs



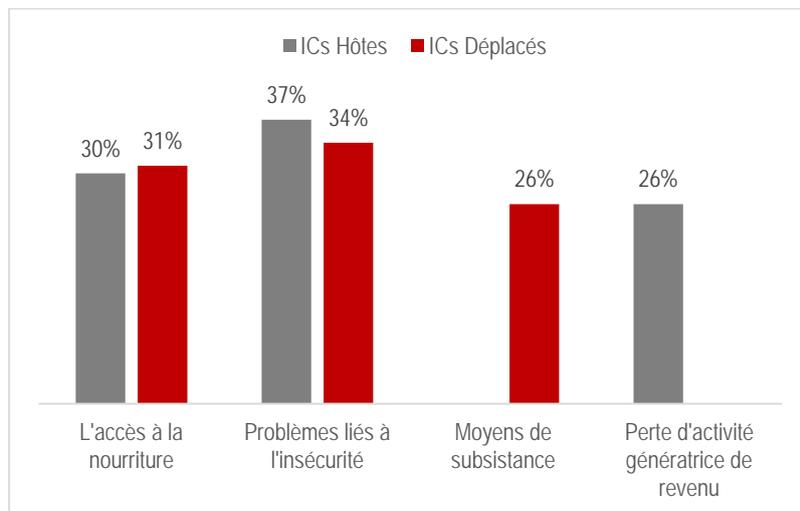
La moitié des ICs a signalé que plus de 25% de la population locale avaient quitté leur village d'origine. De plus, la présence de déplacés a été mentionnée dans 70% des villages couverts, et 195 ICs provenant de 43 localités différentes ont signalé des déplacés nouvellement arrivés dans leur site ou village le mois précédant l'enquête (voir carte 5). Ces nouvelles arrivées ont été estimées à plus de 12 000 ménages dans l'ensemble des 43 localités.

Carte 5: Villages ayant accueilli des nouveaux arrivés le mois précédant l'enquête selon les ICs

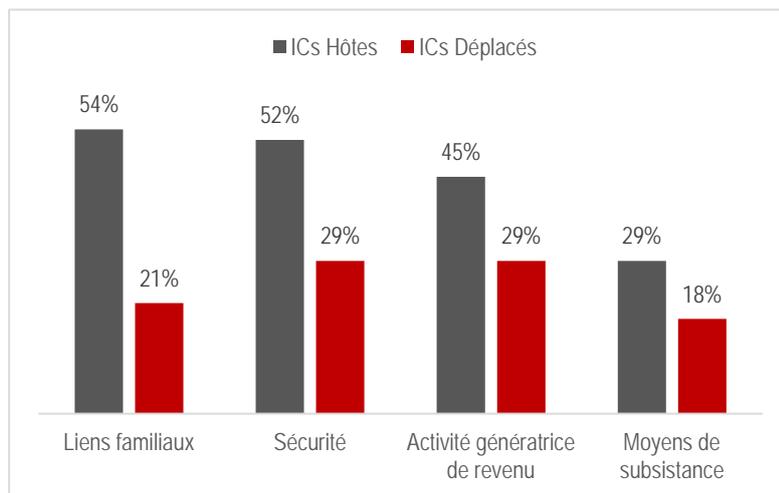


Les causes de déplacement semblent également être les mêmes, avec comme raisons principales reportées: l'insécurité selon 41% des ICs et l'accès à la nourriture d'après 34%. La perte des moyens de subsistance a également été mentionnée par 28% des personnes interrogées. Ces aspects, ainsi que les activités génératrices de revenu et les liens communautaires ou familiaux continuent donc d'être des facteurs importants influençant le choix de quitter les villages d'origine ou d'y rester. Seulement 1% des informateurs ont indiqué vouloir quitter leur village d'origine mais ne pas pouvoir en raison des restrictions de mouvements.

Graphique 1 : Raisons qui pourraient pousser à quitter le village d'origine, par type de population



Graphique 2 : Raisons pour rester dans les villages d'origine ou localité de déplacement, par type de population



Abris, accès à la terre et besoins d'articles non-alimentaire

[709 ICs sur 731 ; 303 villages sur 314 ; NCM=2,17/3]

Abris

Il n'y a eu que très peu de changements au cours de l'année au niveau des abris utilisés par les différentes populations de la région. De façon globale, il a été rapporté que 46% de la population hôte vit dans des concessions, tandis que les déplacés, vivant dans des villages hôtes et dans des sites de déplacements, vivent majoritairement dans des habitats en paille. Cependant, dans certaines sous-préfectures, les populations locales et déplacées vivent en majorité dans les mêmes types d'abris. C'est notamment le cas à Daboua où les deux populations habitent majoritairement dans des habitats de paille (61% pour la population hôte et 40% des déplacés), des concessions (28% et 30% respectivement) ou bien des cases (11% et 20%). Dans la sous-préfecture de Kouloudia, la vaste majorité des populations hôtes et des populations déplacées habite dans des concessions et, dans la sous-préfecture de Ngouboua, le type d'abris le plus commun mentionné pour les deux populations est l'habitat en paille.

Graphique 3 : Type d'abris utilisé par la population hôte et déplacée selon les ICs

Type d'abris	Hôte	Déplacée (Villages)	Déplacée (Sites)
Concession, maison ou chambre	46%	13%	15%
Case	7%	6%	8%
Habitat en paille	36%	70%	67%
Tente traditionnelle	9%	5%	3%
A l'air libre	0	1%	2%
Tente en plastique	2%	12%	8%
Autres	0	1%	0

Accès à la terre

L'accès aux terres agricoles reste un enjeu primordial et les règles qui le régissent varient grandement en fonction des localités et des droits coutumier. La moitié des personnes interrogées dispose désormais d'un accès à la terre en échange d'un loyer, ce qui n'était pas le cas lors des dernières enquêtes, notamment à Bagasola, Bol, Liwa et Ngouboua. Néanmoins, la vulnérabilité des populations déplacées reste marquée par rapport à celle des populations hôtes. Les déplacés doivent plus souvent payer un loyer et l'accès gratuit à la terre leur est rarement accordé.

D'après le rapport REACH de juin 2016, un tiers des communautés hôtes accédait à la terre gratuitement et 28% devaient payer un loyer. Selon la dernière collecte de données, l'accès gratuit est toujours réservé à un tiers de la population, mais 37% d'entre eux doivent désormais payer un loyer. Pour les déplacés, les données du dernier rapport indiquaient que 57% avaient accès gratuitement aux terres agricoles, et un tiers devait payer un loyer. Or, le présent rapport démontre une forte évolution de la situation: les ICs indiquent maintenant que seulement 22% des déplacés ont accès gratuitement à la terre et la moitié d'entre eux doit aujourd'hui payer un loyer.

Certaines populations n'ont en revanche aucun accès aux terres cultivables. C'est le cas pour 18% de la population hôte et 44% des déplacés dans la sous-préfecture de Bol. A Daboua, la proportion de la population hôte affectée est identique à celle de Bol, et près de 38% des déplacés ne peuvent accéder à la terre.

Dans cet état des lieux, la sous-préfecture de Kangallam fait figure d'exception car selon les ICs interrogés, 18% des répondants hôtes et 50% des déplacés affirment que les déplacés ont accès gratuitement à la terre non réglementée. En ce qui concerne la population hôte de cette sous-préfecture, 33% affirment qu'ils ont accès gratuitement aux terres non réglementées. Ceci est plus bas que le 50% des répondants déplacés qui affirment avoir le même accès. Pour ce qui est des terres appartenant à la communauté, 43% des ICs de la population hôte et la moitié de ceux de la population déplacée affirment qu'ils y ont accès gratuitement.

Une étude comparative des deux dernières enquêtes révèle une augmentation du nombre d'ICs affirmant que les déplacés accèdent à la terre en payant un loyer (50% contre 34%). Quant à l'accès gratuit aux terrains gérés et distribués par la communauté, une baisse de 13 points de pourcentage a été observée (23% lors de l'enquête précédente contre 10% pour ce rapport).

Enfin, les données relatives à la propriété pour les deux communautés ont nettement évolué depuis le rapport de juin 2016. Seulement 1% de la population déplacée est aujourd'hui propriétaire (contre 5% auparavant). Au contraire, 36% de la population hôte est désormais propriétaire alors qu'ils n'étaient que 13% à l'être en juin.

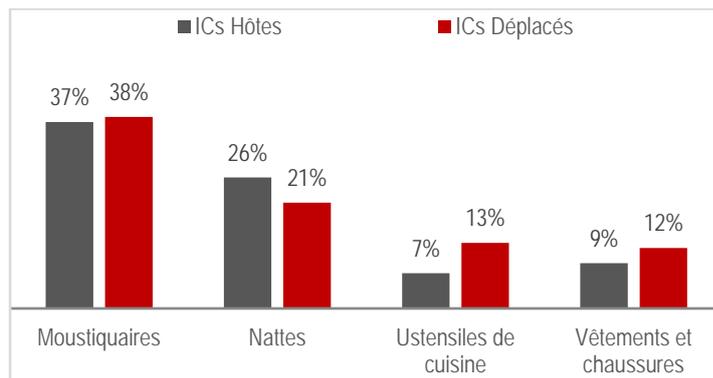
Graphique 4 : Type d'accès à la terre par type de population

Type d'accès	Enquête août-septembre 2016		Enquête juin 2016	
	Hôte	Déplacée	Hôte	Déplacée
Gratuitement (accès pas réglementé)	34%	22%	35%	34%
Loyer	37%	50%	28%	34%
Gratuitement (distribuée par la communauté)	7%	10%	23%	23%
Propriétaire	36%	1%	13%	5%
Aucun accès	3%	13%	0%	4%
Autre	1%	3%	1%	1%
Ne sait pas	0	1%	0%	1%

Articles non-alimentaires

Ce troisième rapport est le premier de la série à s'intéresser aux articles non-alimentaires dans le but d'approfondir l'analyse des besoins des populations des sous-préfectures évaluées. A cet égard, les besoins des populations hôtes et déplacées se ressemblent puisque les mêmes quatre articles (moustiquaires, nattes, ustensiles de cuisine ainsi que vêtements/chaussures) ont été reportés comme premières priorités par les ICs hôtes et déplacés (voir graphique 5).

Graphique 5 : Besoins prioritaires en termes d'articles non-alimentaires, par type de population



Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

La sécurité alimentaire demeure précaire dans la région et le manque d'accès à la nourriture représente la deuxième raison rapportée par les ICs comme facteur qui pourrait les pousser à quitter leur village ou site. Comme remarqué lors des enquêtes précédentes, les taux de distributions alimentaires rapportés par les ICs restent bas. Un changement dans les sources d'approvisionnement en nourriture a cependant été observé, sûrement lié à la récente saison des pluies qui a favorisé une augmentation de la production agricole individuelle et une meilleure saison de pêche. En conséquence, le prix des céréales, qui avait augmenté entre les premier et deuxième rapports, a baissé bien que très peu de changements n'aient été identifiés pour les prix des autres aliments. Néanmoins, les populations font encore face à plusieurs difficultés pour se procurer de la nourriture et sont souvent forcées de recourir à des stratégies d'adaptation négatives. Les sources principales de revenu sont l'agriculture, l'élevage et la pêche, et sont souvent les mêmes pour les populations hôtes et déplacées dans chaque sous-préfecture. Cependant, ces principaux moyens de subsistance sont impactés par la crise, surtout en raison de la filière d'approvisionnement agricole et de la limitation de la circulation des biens et personnes.

[697 ICs sur 731 ; 302 villages sur 314 ; NCM=2,2/3]

L'insécurité alimentaire reste une des causes principales de déplacement dans la région. L'accès à la nourriture est la deuxième raison qui pourrait pousser les déplacés et la population hôte à quitter leur village d'origine selon les ICs. Selon un rapport d'OCHA datant de mai 2016, 24.9% de la population du Lac fait face à une situation d'insécurité alimentaire sévère⁴, et leur rapport d'octobre indiquait que 134 000 personnes étaient dans une situation d'insécurité alimentaire critique dans la cuvette du lac Tchad⁵. D'après un rapport de FAO⁶ datant de juin 2016, 62 180 individus dans le département de Wayi (qui inclut les sous-préfectures de Doum-Doum, Kouloudia et Ngouri) et 71 435 individus dans le reste de la Région du Lac faisaient face à une crise alimentaire.

En plus de l'afflux de populations déplacées internes qui exerce une pression sur les populations hôtes et accroît leur vulnérabilité, la région est touchée par la limitation des échanges commerciaux avec les pays voisins - Niger, Nigéria et Cameroun - créant des difficultés à accéder à certains aliments, ce qui affaiblit encore davantage les populations déjà vulnérables. Bien que la sécurité alimentaire précaire de la région du Lac date d'avant la crise, les déplacements contribuent fortement à sa détérioration en augmentant la demande sur des sources alimentaires déjà limitées⁷. Par conséquent, le taux de malnutrition de la région continue d'augmenter. Un rapport du FAO de mai 2016 indique que depuis la dernière enquête SMART⁸ de novembre 2015, le taux de Malnutrition Aigüe Grave (MAG) dans la Région du Lac s'est aggravé⁹. En novembre 2016, plus de 22 200 enfants vivant dans la cuvette du lac Tchad souffriraient de MAG¹⁰. Ces constats sont appuyés par les résultats de l'enquête.

⁴ UNOCHA, [Tchad: Aperçu de la situation en sécurité alimentaire et nutrition](#), mai 2016

⁵ UNOCHA, Tchad : impact de la crise nigérienne dans la région du Lac. Rapport de situation no. 18, 10 octobre 2016.

⁶ FAO, Lake Chad Basin Situation Report – September 2016

⁷ République du Tchad, [Evaluation de la Sécurité alimentaire et Nutritionnelle en Situation d'Urgence \(EFSA\)](#), Avril 2016

⁸ SMART (Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions – Suivi et évaluation standardisés des urgences et transitions) Une méthodologie d'enquête nutritionnelle créé par Action Contre la Faim sur la faim dans le monde

⁹ FAO, [In The Sahel Region Of Chad, Half The Population Faces Hunger](#), 30 May 2016

¹⁰ UNOCHA, Lake Chad Basin: Crisis Overview (as of 1 November 2016)

Selon 94% de la population hôte enquêtée, au moins un enfant de leur village avait été diagnostiqué avec une malnutrition sévère le mois précédant l'enquête. Parmi les personnes déplacées sondées, 54% ont signalé avoir un enfant qui avait été diagnostiqué dans leur communauté également. Au niveau de la sous-préfecture, la majorité des ICs indique aussi la présence d'un enfant diagnostiqué : Liwa (54%), Bagassola (57%), Daboua (61%), Doum-Doum (69%), Bol (71%), Kouloudia (77%), Ngouri (86%), Karal (89%) et Mani (95%).

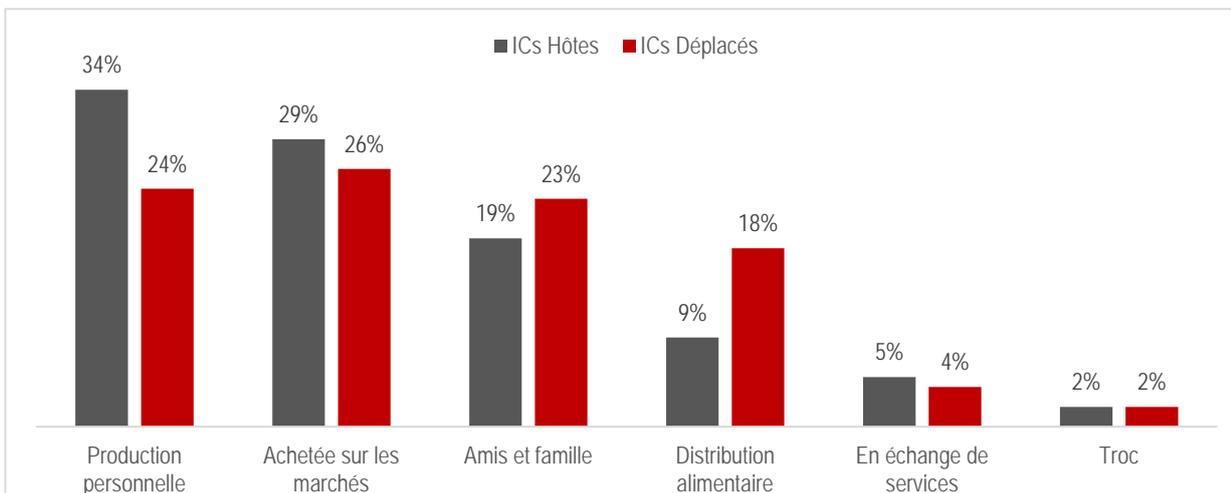
Il est important de souligner que cette enquête a été menée lors de la saison des pluies, qui impacte les conditions d'accès et de mouvements entre les localités et favorise la production agricole, un fait qui devrait être pris en considération dans l'analyse de ces données et leur interprétation en comparaison des deux rapports précédents. Cependant, même avec une forte pluviométrie cette année, il s'agit de la troisième saison d'agriculture consécutive où la production et la vente agricoles sont extrêmement réduites dans la région du Lac¹¹, du fait des restrictions des mouvements, de la sécurité précaire et des catastrophes naturelles comme les inondations et les périodes de sécheresse.

De plus, les déplacés qui étaient actifs dans le secteur agricole avant de se déplacer ne peuvent plus y contribuer autant puisqu'ils éprouvent beaucoup de difficultés pour accéder à la terre. Ces restrictions et troubles d'accès auxquels font face les populations hôtes et déplacées entravent leurs capacités à produire non seulement pour leur propre consommation, mais aussi pour la vente, ce qui a des conséquences sur leur source de revenu.

Sources de nourriture

Des changements dans les sources principales de nourriture ont été observés dans ce rapport, avec une augmentation de la production personnelle qui peut raisonnablement être liée à la saison des pluies. Lors du rapport de juin 2016, les principales sources d'approvisionnement étaient les marchés et la production individuelle, suivis par la nourriture reçue de la part d'amis ou de la famille. Les mêmes trois sources principales ont été reportées lors de la dernière collecte de données, bien que l'achat sur les marchés ait pris la seconde place et que le don de nourriture par des amis ou des membres de la famille se situe en troisième. Par contre, pour les communautés déplacées, la production individuelle est toujours la seconde source de nourriture après l'achat sur les marchés.

Graphique 6 : Principales sources de nourriture des habitants du village le mois précédant l'enquête, par type de population

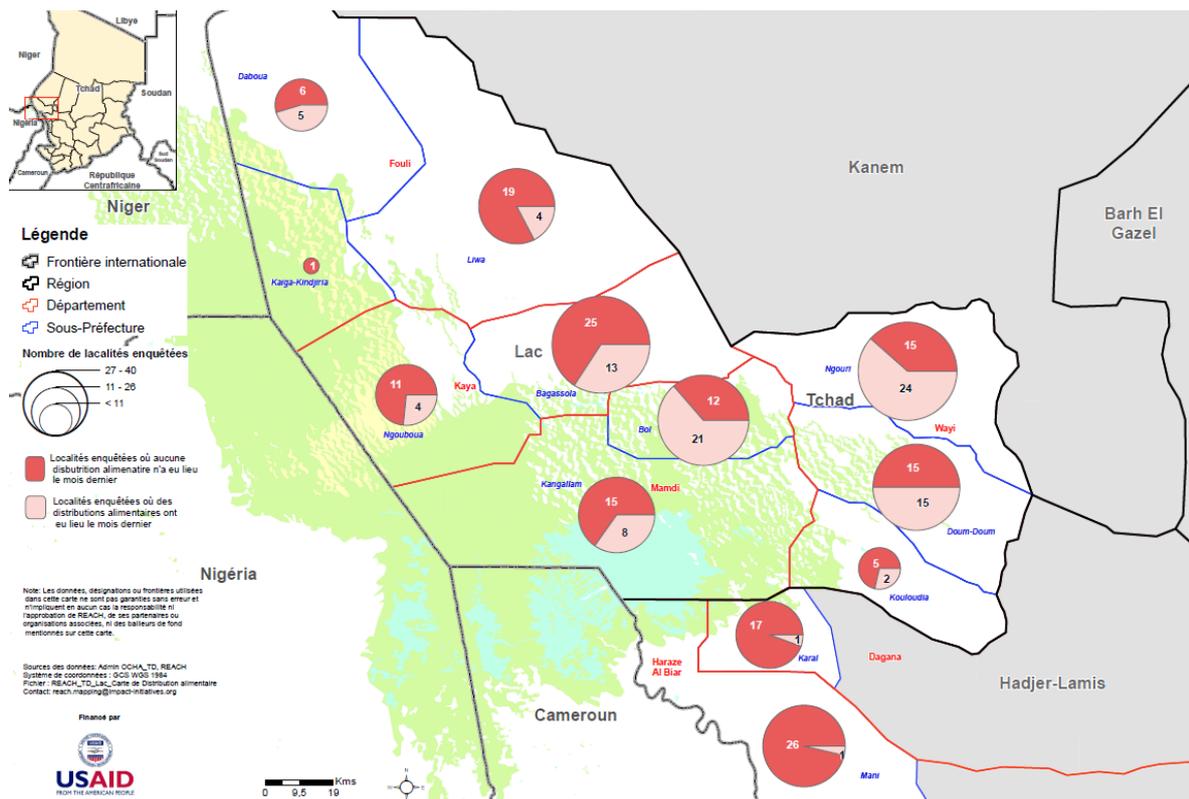


Les distributions alimentaires comme source d'approvisionnement de nourriture ont seulement été indiquées par 9% des ICs issus de la population hôte et par 18% des informateurs déplacés. Les distributions ont été signalées comme ayant eu lieu le mois précédant l'enquête dans quasiment la moitié (42%) des 400 localités enquêtées (voir carte 6).

¹¹ FAO, Lake Chad Basin Situation Report – September 2016

Par ailleurs, la majorité des ICs de communautés déplacées dans les sous-préfectures de Daboua, Kaiga-Kindjiria et Mani a indiqué qu'aucun membre de la population déplacée n'a pu profiter de distributions alimentaires. Ce fut également le cas dans les sous-préfectures de Kaiga-Kindjiria et Karal pour la population hôte d'après la majorité des ICs. Dans toutes les autres sous-préfectures sondées, les ICs hôtes ont affirmé qu'entre 0 et 25% de leur communauté aurait reçu de la nourriture. De plus, dans de nombreuses sous-préfectures, les distributions semblent favoriser les déplacés. En effet, dans les sous-préfectures de Bagassola, Kangallam, Kouloudia, Ngouboua et Ngouri, les réponses des ICs démontrent qu'un pourcentage plus élevé de déplacés a bénéficié de distributions de vivres par rapport à la population hôte.

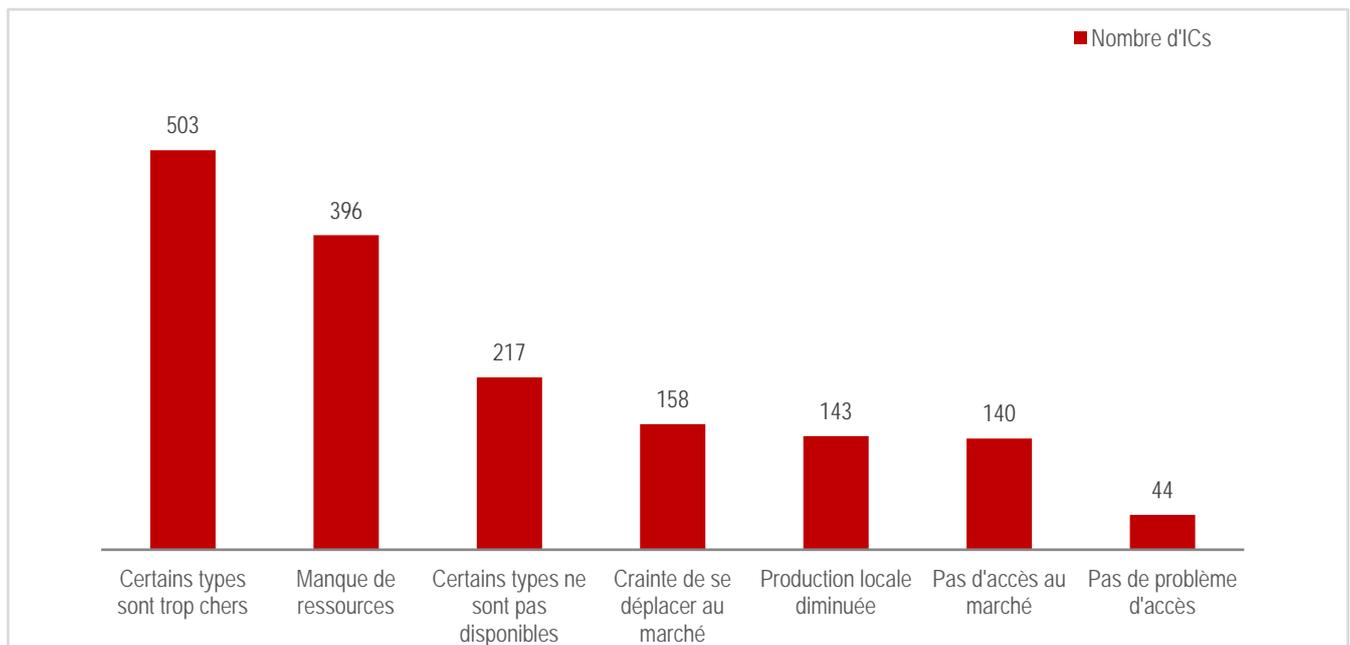
Carte 6: Proportions d'ICs indiquant des distributions alimentaires dans leur village d'origine le mois précédant l'enquête, par sous-préfecture



En ce qui concerne les difficultés auxquelles font face les ICs pour se procurer de la nourriture, plusieurs changements ont été observés suite à la saison des pluies et à la récolte agricole. Alors que les prix de certains aliments ont augmenté au courant de l'année et depuis le dernier rapport (voir graphique 10), les restrictions de mouvements des biens et des personnes, l'arrivée de déplacés et, par conséquent, l'augmentation de la main-d'œuvre disponible ont entraîné une baisse des salaires, ce qui a rendu l'achat de nourriture plus difficile pour certains. Ainsi, les principaux obstacles cités pour accéder à la nourriture sont le prix trop élevé de certains types de nourriture, le manque de ressources pour l'achat et le manque de disponibilités de certains types de produits (voir graphique 7). Lors du précédent rapport, la diminution de la production locale avait été mentionnée comme l'un des principaux obstacles, ce qui ne fut pas le cas lors de cette collecte de données. De même, le nombre d'ICs indiquant que les populations craignent de se rendre au marché a augmenté, notamment dans les sous-préfectures de Bagassola et de Kaiga-Kindjiria.

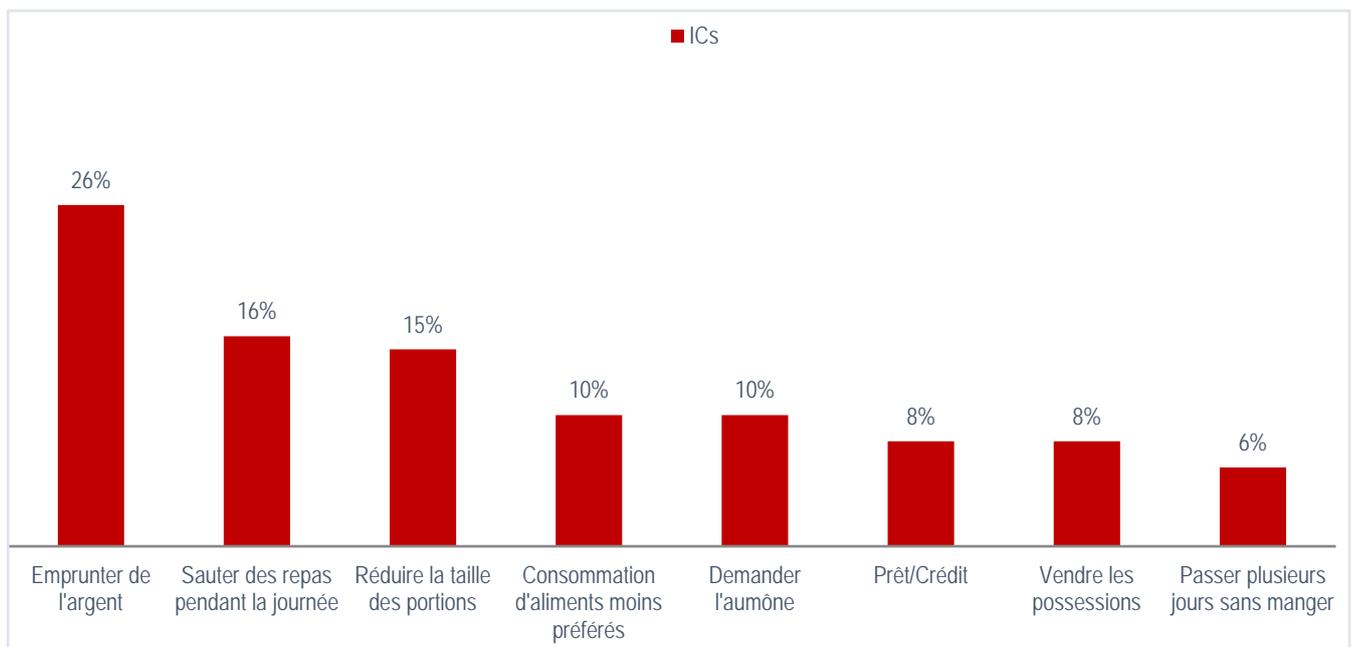
Les restrictions de mouvements et de circulation des biens et des personnes continuent d'être des obstacles pour accéder à la nourriture, la vendre et la distribuer, bien qu'elles ne constituent pas un des facteurs majeurs qui pourraient pousser les populations à quitter leur village d'origine (indiqué par seulement 3%). Même si la saison des pluies a pu stimuler la pêche, le maintien de l'interdiction de circuler sur le lac Tchad en bateau à moteur limite davantage ce moyen de subsistance et cette source de nourriture.

Graphique 7 : Principales raisons des difficultés à se procurer de la nourriture, le mois précédant l'enquête



Face à l'insécurité alimentaire généralisée dans la région et ses alentours, les populations hôtes et déplacées sont contraintes de recourir à des stratégies d'adaptation négatives (voir graphique 8). L'évaluation multisectorielle de mai 2016 effectuée dans les sites de Liwa et Daboua faisaient état de la réduction de la quantité et de la qualité des repas¹². Cette tendance est confortée par les données du présent rapport, avec 31% des ICs indiquant ces mécanismes d'adaptation. De manière générale, la population a en majorité tendance à emprunter le plus souvent de l'argent mais aussi à sauter des repas et à réduire la taille des portions.

Graphique 8 : Principales stratégies d'adaptation négatives, le mois précédant l'enquête



¹² UNOCHA, Mission Inter-Clusters sur l'axe Liwa-Daboua, du 24 au 26 mai, Rapport conjoint, juin 2015.

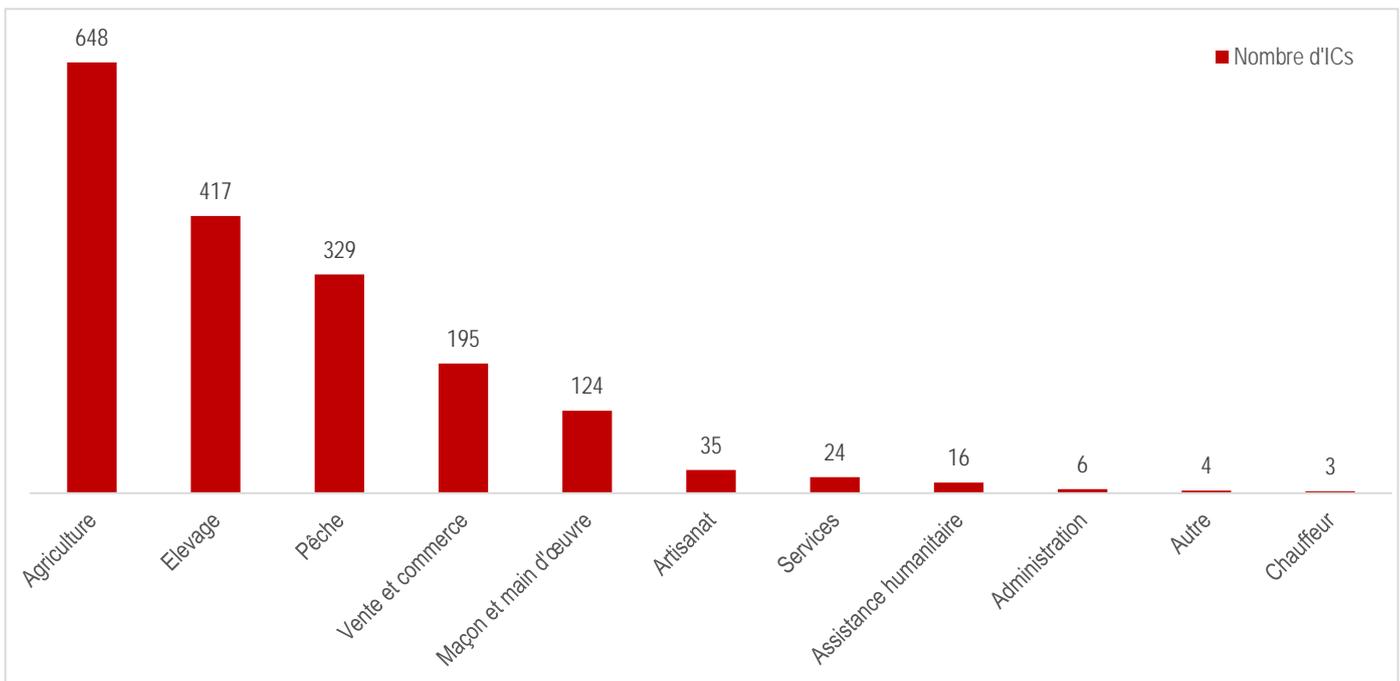
Moyens de subsistance et impact de la crise

[685 ICs sur 731 ; 291 villages sur 314 ; NCM=2,39/3]

Comme dans les deux rapports précédents, les ICs ont rapporté que les sources principales de revenu dans leur village le mois précédant l'enquête étaient l'agriculture (648 ICs), l'élevage (417 ICs) et la pêche (329 ICs). Au niveau des sous-préfectures, les mêmes moyens de subsistance sont observés entre les populations hôte et déplacée. Par contre, les déplacés des sites de déplacement des sous-préfectures de Bol et Daboua sont dépendants des distributions alimentaires comme principal moyen de subsistance respectivement à 47% et 40%.

Les principaux moyens de subsistance ont été indiqués par les ICs comme ayant été négativement affectés par la crise, surtout en raison des difficultés d'approvisionnement et de la limitation de la circulation des biens et des personnes. En effet, depuis janvier 2015, la production agricole a diminué en raison des difficultés de mouvements liées à l'état d'urgence, bien qu'une hausse récente ait été constatée en raison de la saison des pluies. A titre d'exemple, selon un rapport de la FAO¹³, la production 2015-2016 de céréales a diminué de 11% par rapport à l'année précédente, impactant non seulement les sources de nourriture mais également les revenus des travailleurs agricoles. De plus, la fermeture des frontières avec le Nigéria et le Niger a diminué les exportations de bétail de la région du Lac vers ses voisins¹⁴.

Graphique 9 : Principales sources de revenu des habitants du village le mois précédant l'enquête



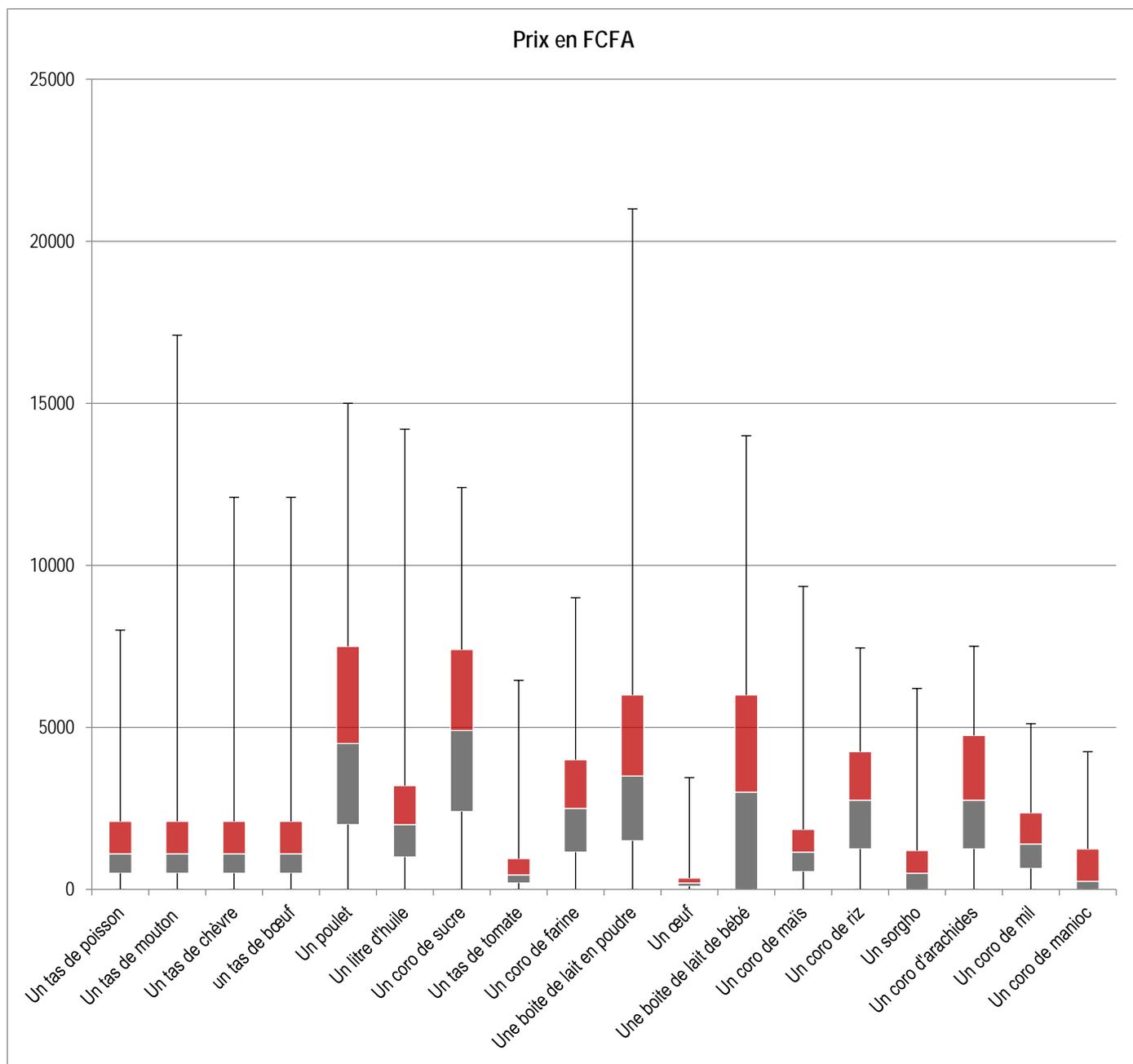
Au cours de l'année 2016, des changements au niveau des prix des aliments cités par le réseau d'informateurs ont été observés (voir graphique 10 et annexe 2). Plusieurs facteurs importants doivent être considérés lors de l'analyse de ces données : l'évolution des prix entre la saison sèche et la saison des pluies, ainsi que l'effet de la crise sur la disponibilité de certains produits.

Selon les informateurs, le prix des céréales, qui avait augmenté entre les premier et deuxième rapports, a de nouveau diminué, ce qui pourrait être lié à la saison des pluies. Le prix des poulets aurait également diminué depuis le dernier rapport. Inversement, les prix du sucre et du lait ont augmenté depuis le dernier rapport, alors que le prix du lait infantile aurait diminué. Quant aux prix des autres aliments, il est demeuré stable.

¹³ FAO, [Lake Chad Basin, Situation Report](#), June 2016

¹⁴ International Crisis Group, Tchad : Entre ambitions et fragilité. Rapport Afrique N°233, 30 mars 2016

Graphique 10 : Prix des aliments au marché le plus proche le mois précédant l'enquête, selon les ICs



Accès aux services de base

Accès aux services de base en bref

Le défi de l'accès aux services de base dans la région du Lac est antérieur à la crise, mais celle-ci détériore davantage la situation, surtout en raison de l'état d'urgence et des restrictions de mouvements. Aucune amélioration n'a été observée lors de cette troisième collecte de données. De nombreuses localités ont indiqué n'avoir accès ni à un centre de santé, ni à une école. Plusieurs ICs attribuent ce manque d'accès aux soins en premier lieu par leur prix trop élevé et en second lieu par le manque de personnels et de médicaments qui ne leur permettent pas d'obtenir les soins nécessaires. Concernant le niveau scolaire, les taux de scolarisation sont encore très bas. Selon les informateurs, moins de la moitié des enfants de leurs villages ou sites va à l'école, et les filles sont beaucoup plus vulnérables que les garçons en termes d'accès à l'éducation. L'accès à l'eau et l'assainissement, ainsi que la gestion des déchets, sont limités et très peu gérés. Ces aspects sont inquiétants au vu des risques encourus en termes d'hygiène et de propagation des maladies par ces communautés.

Les informateurs provenant de 123 villages ont signalé n'avoir accès dans leur village ni aux services de santé, ni à une école. De plus, en ajoutant les données d'une enquête territoriale effectuée par REACH entre février et août 2016, 1189 localités supplémentaires ont été reportées comme ne proposant pas ces deux services de bases (voir annexe 3). Avec une distance moyenne de 8,17 kilomètres pour se rendre au centre de santé le plus proche, de 5,16 kilomètres pour l'école, et de 9,14 kilomètres pour les marchés, l'accès à ces trois services demeure limité.

Santé et accès aux structures de santé

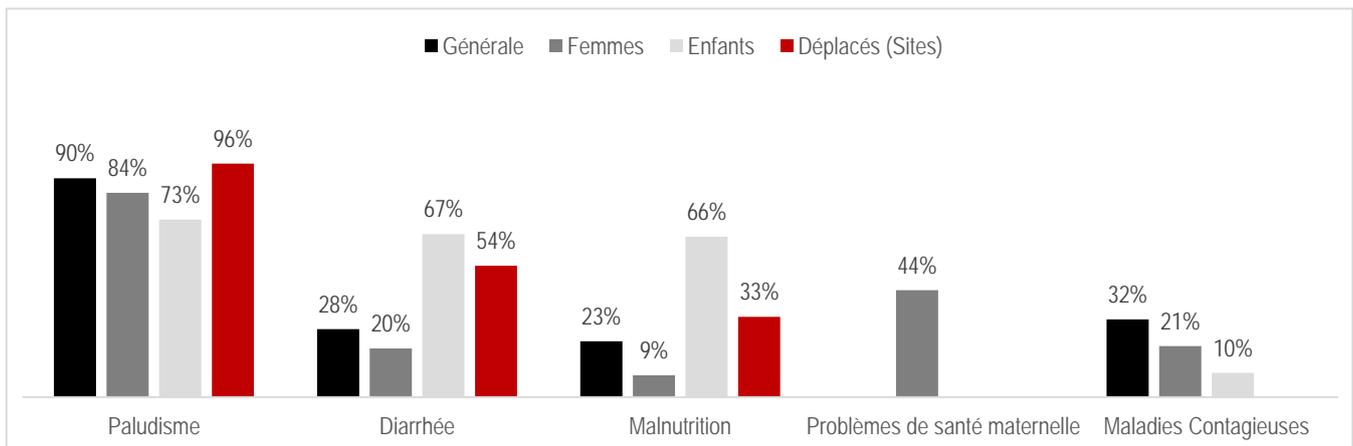
[666 ICs sur 731 ; 282 villages sur 314 ; NCM=2,15/3]

Aucune évolution importante n'a été observée en termes de santé et d'accès aux soins par rapport aux données collectées en janvier et en juin. Les conditions sécuritaires et le difficile accès aux localités en besoin dans la région continuent d'empêcher la provision de services étatiques et les interventions d'ONG dans ce secteur, surtout dans les sous-préfectures frontalières de Ngouboua et Kaïga-Kindjiria¹⁵.

Les maladies indiquées par les ICs comme étant les plus fréquentes pour la population générale, les femmes, les enfants et les déplacés n'ont pas changé depuis janvier 2016 (voir graphique 11). Les maladies prévalant pour tous les groupes sont le paludisme, la diarrhée et la malnutrition. De plus, un nombre important (44%) d'ICs a affirmé que les femmes de leur communauté souffrent de problèmes de santé maternelle, et que les maladies contagieuses (par exemple, hépatite, typhoïde, choléra et dysenterie) sont aussi répandues. Concernant l'identification du lieu d'accouchement des femmes des villages d'origine et des sites de déplacement, 53% des ICs ont affirmé qu'elles donnent naissance à la maison avec l'aide d'une sage-femme, 18% ont déclaré qu'elles le font dans un centre de santé et 17% ont indiqué qu'elles accouchent seules à la maison.

¹⁵ UNOCHA, Tchad : impact de la crise nigérienne dans la région du Lac. Rapport de situation no. 17, 30 août 2016.

Graphique 11 : Maladies les plus fréquentes le mois précédant l'enquête selon les ICs, par population



Parmi les 400 villages et sites de l'enquête, 249 localités ont été identifiées comme ne disposant pas de centre de santé, ou de clinique privée, d'hôpital, ou d'unité mobile ou fixe d'ONG (voir annexe 3). En termes de difficultés pour accéder aux services de santé, 403 des ICs ont indiqué que les soins étaient trop chers. Cette difficulté avait aussi été mentionnée lors de l'évaluation conjointe inter-clusters de mai 2016 qui affirmait que les prix élevés des services de santé « limitent l'accès aux populations qui ont perdu leurs ressources à cause des déplacements¹⁶», les rendant ainsi plus vulnérables en termes de santé et d'accès aux soins nécessaires. D'autres ICs ont signalé que les centres de santé manquaient de personnel ou de médicaments, ou qu'ils n'avaient pas de moyens de transport pour s'y rendre.

Dans les sous-préfectures de Bagassola, Daboua, Doum-Doum, Kaiga-Kindjiria, Liwa et Ngouboua, l'une des trois principales difficultés d'accès répertoriées par les ICs (déplacés et population hôte) est qu'il n'y a pas de structure de santé ou que celle-ci n'est pas fonctionnelle. Néanmoins, cette difficulté est le plus souvent indiquée par les ICs déplacés, beaucoup plus vulnérables du point de vue de l'accès aux services de santé. Les problèmes de sécurité ont été cités comme freins dans l'accès aux services de santé dans les localités de Bagassola, Bol, Daboua, Karal, Kouloudia, Liwa, Ngouboua et Ngouri, de nouveau plus souvent par les ICs déplacés.

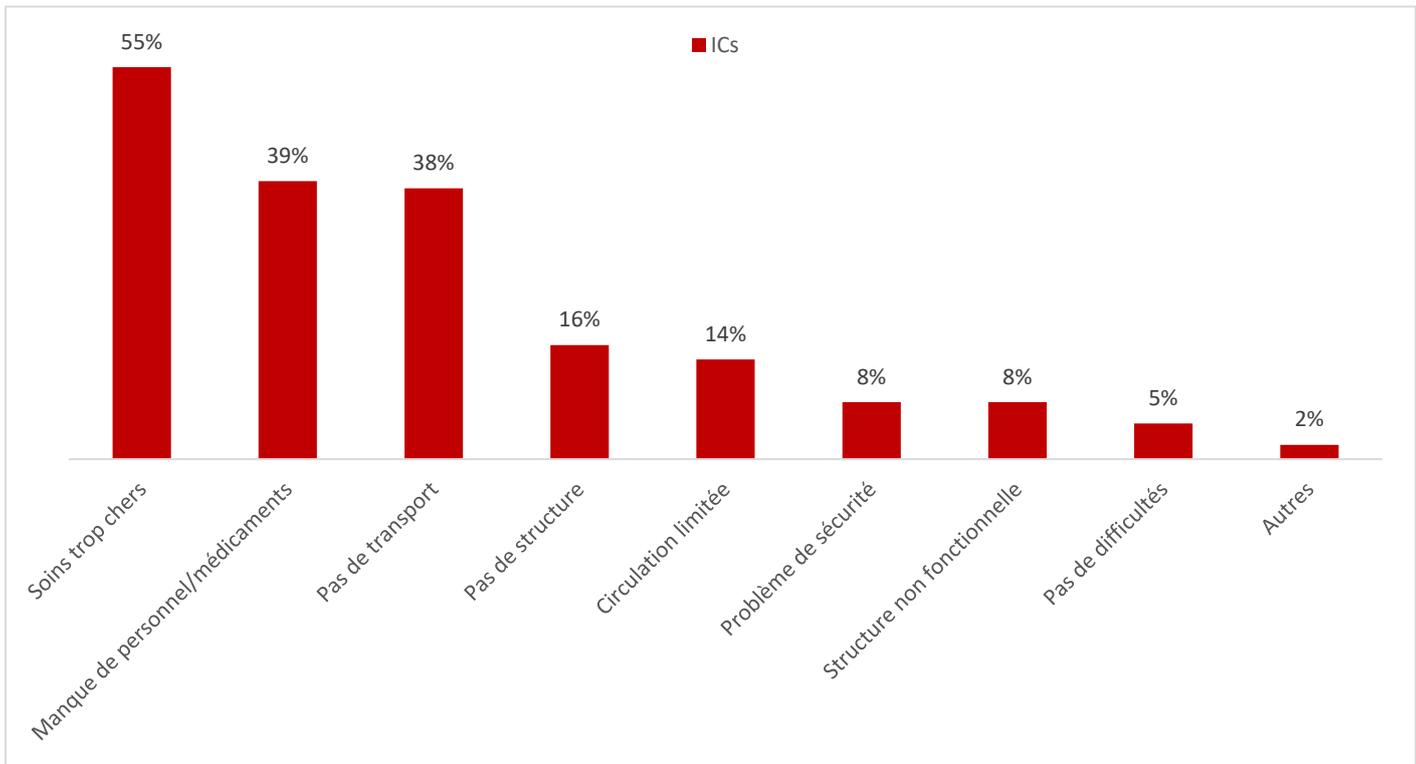
Les problèmes de sécurité ont aussi créé des obstacles en termes d'accès aux populations pour les ONGs travaillant dans le domaine de la santé sur des projets de sensibilisation et la provision de soins médicaux. Certaines associations ont d'ailleurs sollicité l'aide des militaires afin d'accéder aux zones les plus dangereuses¹⁷. En revanche, dans certaines localités, les activités des centres de santé sont actuellement suspendues car ils sont occupés par les militaires, notamment dans la sous-préfecture de Bol¹⁸.

¹⁶ UNOCHA, [Tchad: impact de la crise nigériane dans la région du Lac, Rapport de Situation no 12 \(30/03/2016\)](#), mars 2015

¹⁷ UNOCHA, Tchad : impact de la crise nigériane dans la région du Lac. Rapport de situation no. 18, 10 octobre 2016.

¹⁸ UNOCHA, Tchad : impact de la crise nigériane dans la région du Lac. Rapport de situation no. 18, 10 octobre 2016.

Graphique 12 : Difficultés rencontrées pour accéder aux soins



Education et accès aux structures scolaires

[617 ICs sur 731 ; 244 villages sur 314 ; NCM=2,24/3]

La collecte de données a été effectuée hors période scolaire qui débute normalement en octobre. La situation au niveau de l'accès à l'éducation ne semble pas s'être améliorée et n'annonce pas de progrès pour la prochaine année scolaire notamment du fait de la proclamation d'une grève nationale des enseignants le 9 septembre¹⁹. Le fait qu'une grève durable soit planifiée peu de temps après que les enquêtes soient menées a pu influencer les réponses des enquêtés.

Selon le Ministère de l'Education, les régions du Lac et de Hadjer-Lamis comptent 985 écoles, 446 et 539 respectivement, dont des écoles publiques, communautaires et privées²⁰. Selon le dernier rapport REACH, les écoles du Lac avaient en moyenne trois enseignants ou maîtres par école durant l'année scolaire 2013-2014, et celles de Hadjer-Lamis avaient en moyenne quatre enseignants ou maîtres par école.

206 villages enquêtés ont signalé ne pas disposer d'écoles primaires. Parmi ceux pour lesquels une information a pu être collectée, 69 ont rapporté avoir accès à une école à moins de 30 minutes à pied, 36 villages entre 30 et 60 minutes, et 77 à plus d'une heure de marche. De plus, seulement 55% des répondants, soit hôtes ou déplacés, ont déclaré avoir une école primaire fonctionnelle dans leur village ou village d'origine.

L'accès à l'éducation secondaire est plus difficile avec seulement 28% des ICs indiquant avoir accès à un collège dans leur village, et 16% à un lycée.

Parmi les 123 villages ayant une structure scolaire, elle n'est pas accessible car occupée par des communautés déplacées qui s'y sont installées et y logent. De plus, OCHA a rapporté que certaines des écoles de Kaiga-Kindjiria, près des zones d'activités militaires frontalières, sont occupées par les militaires²¹.

¹⁹ Africa News, Tchad : climat social sous tension après la suspension des primes des fonctionnaires, 28 septembre 2016.

²⁰ Ministère de l'Education, Annuaire statistique de l'Education, Année scolaire 2013/2014, 2014

²¹ UNOCHA, Tchad : impact de la crise nigérienne dans la région du Lac. Rapport de situation no. 17, 30 août 2016.

Ces données mettent en évidence un manque d'infrastructures et de personnel d'éducation dans les régions du Lac et de Hadjer-Lamis. Ces aspects ont des répercussions sur l'éducation dans ces régions et dans tout le pays, qui risquent d'être amplifiées par une grève durable des enseignants. Au début de novembre 2016, dans la sous-préfecture de Bagassola, les cours avaient repris pour l'année 2016-2017 dans seulement trois écoles privées et une école dans le camp de Dar Es Salam sur toute la région²².

L'afflux de déplacés a amplifié la pression sur les écoles existantes. De plus, certaines infrastructures éducatives du pays sont particulièrement exposées aux catastrophes naturelles. L'UNICEF et le Ministère de l'Education tchadien ont identifié 552 écoles dans la région ayant été endommagées par des inondations durant la dernière saison des pluies²³.

Les taux de scolarisation sont toujours très bas. Un rapport d'OCHA datant de juillet 2016 a estimé que 13 200 enfants n'ont pas accès à l'éducation dans la région du Lac²⁴ et même avant la crise, seulement 35% des enfants dans la zone étaient scolarisés²⁵. Selon les ICs, moins de la moitié des filles et garçons de leur village ou de leur village d'origine en âge d'aller à l'école primaire sont scolarisés. Au niveau des sous-préfectures, la moyenne de scolarisation des garçons est entre 0-50%, sauf pour les garçons de Bol, Mani, Kouloudia et Karal, où la moyenne est entre 51-100%, et la sous-préfecture de Ngouboua où les garçons assistant aux cours sont entre 26-75%. D'après les réponses des informateurs, les filles sont moins scolarisées que les garçons à la fois dans les communautés hôtes et déplacées. Selon les ICs, la moyenne de scolarisation chez les filles est entre 0-50%, et ce, dans toutes les préfectures. Ce problème date d'avant la crise, avec seulement 37% de filles qui assistaient aux cours en 2013-2014²⁶. Pour les enfants déplacés, les ICs ont estimé que 0-50% d'entre eux vont à l'école, à l'exception des sous-préfectures de Liwa, Mani et Ngouri où le pourcentage est estimé entre 0-25%, et les enfants dans la sous-préfecture de Kouloudia pour qui l'estimation est entre 26-50%.

Selon les ICs, plusieurs facteurs limitent la scolarisation des filles et des garçons ne vont pas à l'école sont les suivantes: le travail des enfants, le manque d'enseignants, et de fournitures scolaires et enfin la distance, souvent trop importante, entre l'école et le domicile (voir graphique 13). Par ailleurs, OCHA a affirmé que même les enfants scolarisés souffrent d'un manque de fournitures scolaires²⁷. De plus, les communautés ont relevé le manque d'enseignants comme étant le problème majeur du secteur de l'éducation. OCHA a recommandé le recrutement d'au moins 711 enseignants²⁸.

Graphique 13 : Principales raisons pour ne pas aller à l'école pour filles et garçons, selon les ICs

 Filles		 Garçons
Travail (47%)	1	(38%) Travail
Pas d'enseignants (27%)	2	(27%) Pas d'enseignants
Pas de fournitures (21%)	3	(25%) Pas de fournitures
L'école est trop loin (16%)	4	(17%) L'école est trop loin

²² UNOCHA, Lake Chad Basic – Crisis Update No. 9.

²³ Ministère de l'Education Nationale et UNICEF, Rapport d'étude cartographique, Exposition et Vulnérabilité aux conflits et aux catastrophes des écoles dans 14 régions du Tchad, 2016.

²⁴ UNOCHA, Tchad : impact de la crise nigérienne dans la région du Lac. Rapport de situation no. 16, 21 juillet 2016.

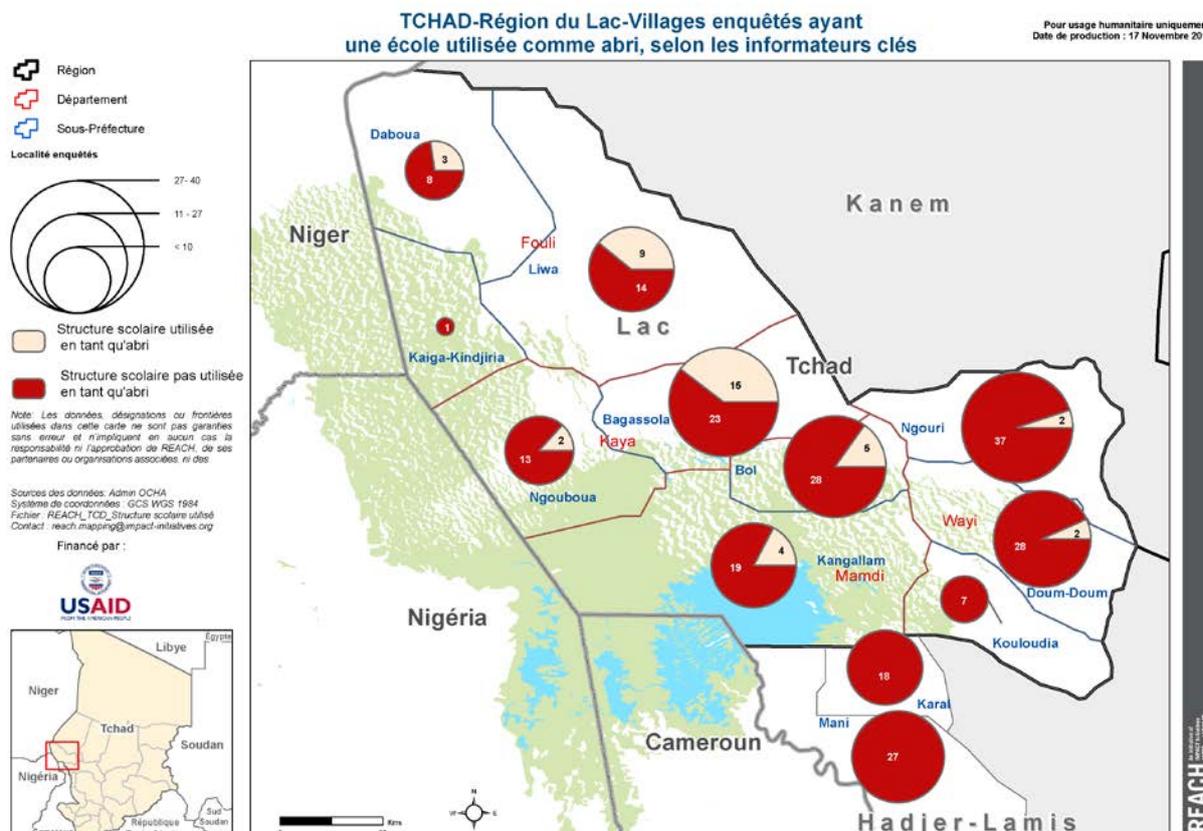
²⁵ ACF, CARE, COOPI, IRC, Evaluation multisectorielle conjointe des besoins des populations hôtes, déplacés et retournées dans la région du Lac, octobre 2015

²⁶ Ministère de l'Education Nationale, annuaire statistique 2013-2014.

²⁷ Tchad : Situation dans la région du Lac et impact de la crise Nigérienne. Rapport de situation no. 16, 21 juillet 2016.

²⁸ Tchad : Situation dans la région du Lac et impact de la crise Nigérienne. Rapport de situation no. 16, 21 juillet 2016.

Carte 7: Nombre de villages enquêtés ayant une école utilisée comme abris, par sous-préfecture



Eau et assainissement

[700 ICs sur 731 ; 294 villages sur 314 ; NCM=2,23/3]

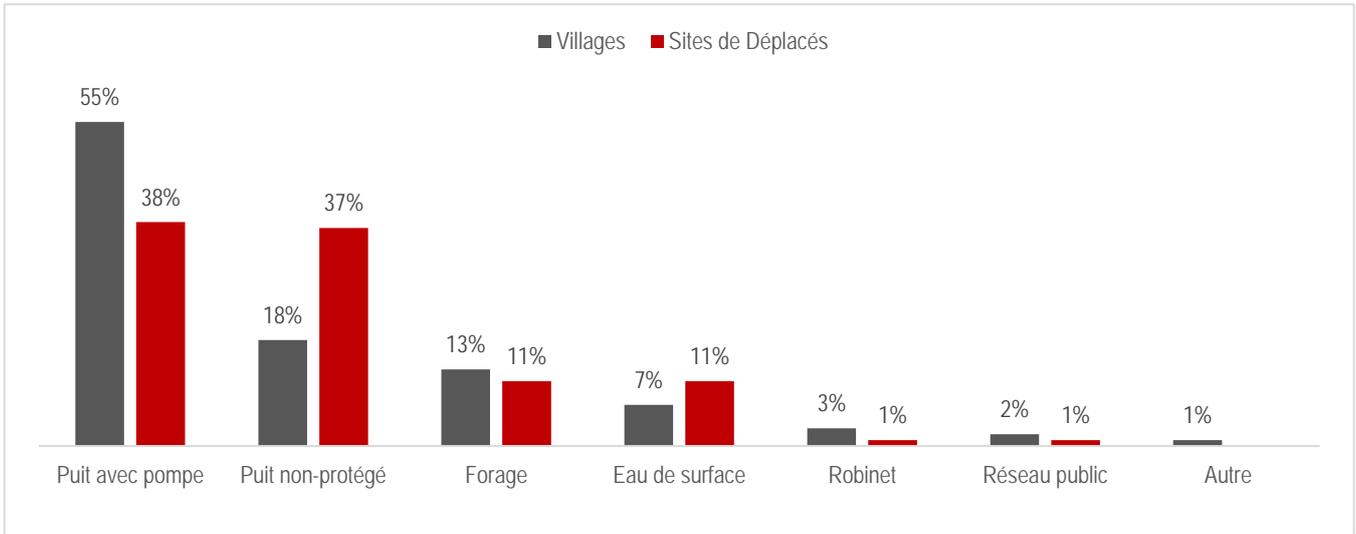
Les puits munis de pompes sont à nouveau les plus utilisés pour l'approvisionnement en eau potable dans 55% des villages et 38% des sites de déplacés enquêtés (voir graphique 14). La forte prévalence des puits non-protégés est indiquée par 18% des répondants de population hôte et 37% des déplacés. Or, ce manque de protection augmente le risque de contamination. De plus, la récente saison des pluies, le manque de gestion des déchets et le taux extrêmement élevé de défécation à l'air libre, communs dans toutes les sous-préfectures, facilitent la pénétration de ces matières dans les sources d'eau²⁹. Pour ces raisons, les forages, qui accèdent à l'eau souterraine plus profonde, et les puits protégés sont les sources d'eau les plus saines.

Comme indiqué dans les rapports précédents, les sources d'eau varient d'une sous-préfecture à l'autre (voir carte 8). De plus, nous observons des changements dans les sources d'eau par sous-préfecture depuis le dernier rapport. C'est notamment le cas dans la sous-préfecture de Kangallam, où l'eau de surface était indiquée comme source principale d'après 45% des répondants dans le rapport de juin. Par contre, lors de la collecte de données d'août-septembre, 54% des ICs de la population hôte à Kangallam indiquaient que leur première source d'eau est le puit avec pompe. La deuxième source importante dans cette sous-préfecture est l'eau de surface pour 31% des ICs. Selon les deux informateurs de communautés déplacées, l'eau de surface constitue leur seul accès à l'eau. Elle est également une source importante (plus de 25%) pour les déplacés vivant actuellement dans les sous-préfectures de Bol et Kaiga-Kindjiria.

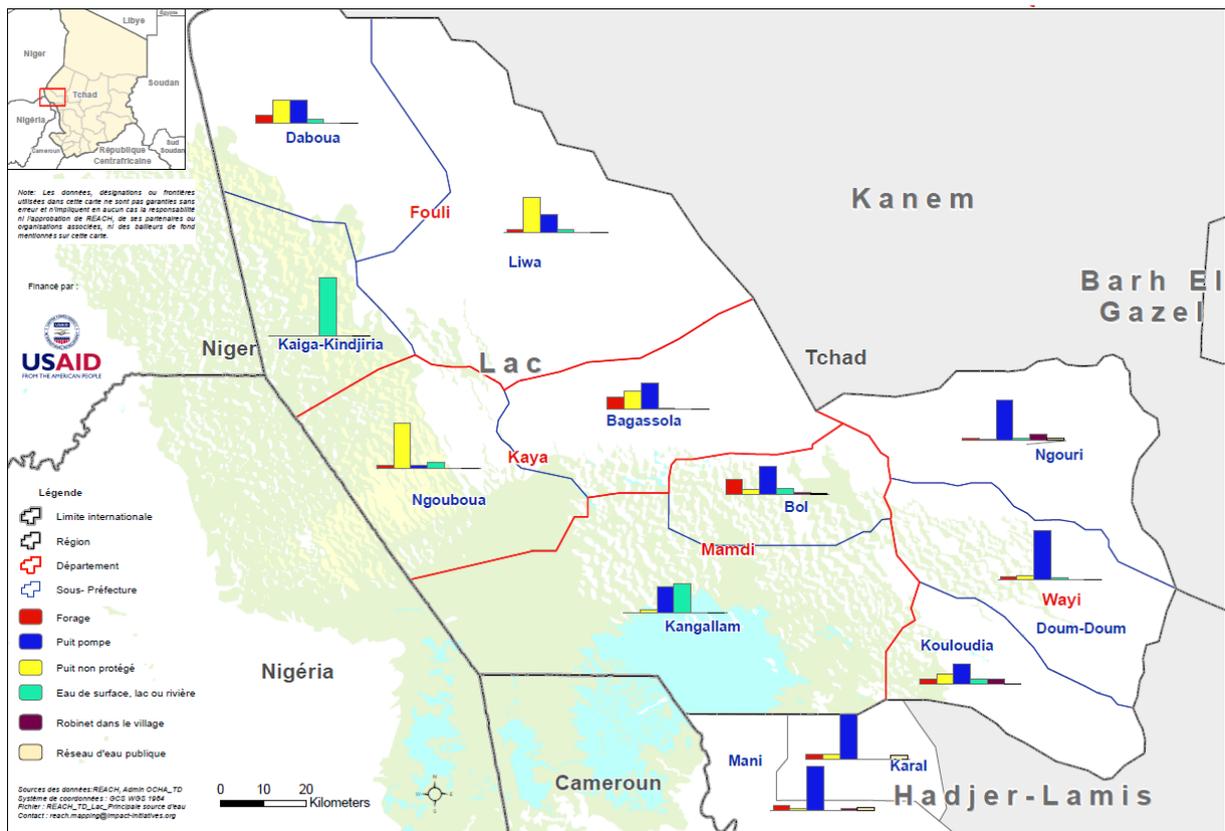
Pour le temps d'accès, 45% des répondants disposent d'un accès à l'eau à moins de 10 minutes à pied, alors que 23% des ICs doivent marcher entre 10 et 30 minutes, et 17% plus de 30 minutes.

²⁹ Commission du Bassin du Lac Tchad, [La pollution des eaux](#)

Graphique 14 : Principales sources d'eau dans le village ou site de déplacés



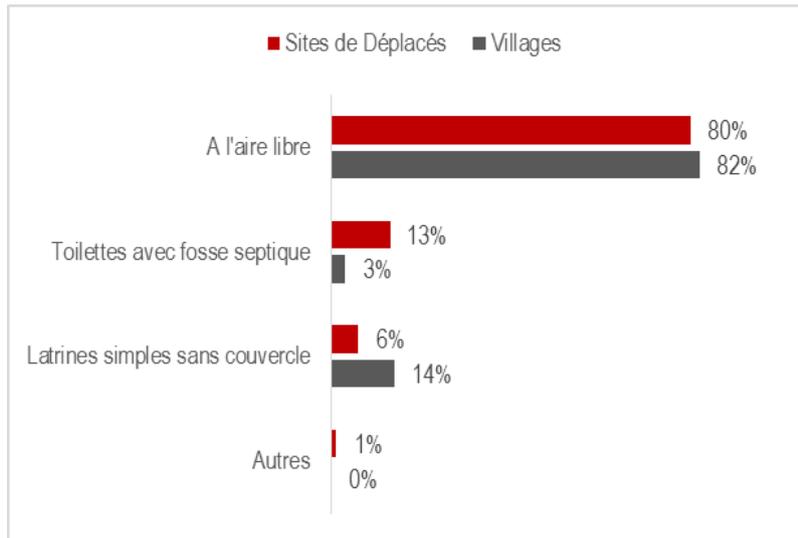
Carte 8: Principales sources d'eau par sous-préfecture



Dans 58% des localités enquêtées, des problèmes de qualité de l'eau potable ont été relevés, tels qu'un mauvais goût, une mauvaise couleur, une mauvaise odeur ou le fait qu'elle rende malade. De plus, 69% des villages enquêtés n'ont pas de comité pour gérer l'approvisionnement en eau.

Les populations de 82% des villages sondés n'ont pas de latrines, ainsi que 80% des habitants de sites de déplacés (voir graphique 15). Quant aux déchets, 65% des localités enquêtées n'ont pas de système de gestion, et seulement 20% les traitent en les incinérant dans une fosse. Selon OCHA, le taux de couverture en termes d'hygiène et d'assainissement est inférieur à 10% dans les sites de Bagassola, Bol, Ngouboua et Liwa³⁰. Ceci est confirmé par nos données qui mettent en évidence que les villages et les sites de déplacés de ces sous-préfecture sont très limités au niveau de la gestion des déchets et de l'accès aux latrines. Or, ce manque de latrines et de système de gestion des déchets dans la grande majorité des localités enquêtées pourrait causer une propagation de maladies hydriques surtout durant la saison des pluies.

Graphique 15 : Type principale de latrine utilisée par les habitants des villages et sites de déplacés



Protection et cohésion sociale

Protection et cohésion sociale en bref

Les ICs ont fait part d'une augmentation inquiétante des tensions entre communautés hôtes et déplacées depuis le dernier rapport. La situation sécuritaire et économique actuelle, à laquelle s'ajoute un accès limité à la nourriture, aux moyens de subsistances et aux services de base, exacerbe les tensions entre populations hôtes et déplacées, et impacte leur cohabitation et la cohésion sociale. Or, la majorité des informateurs a rapporté la présence de personnes vulnérables dans les communautés. Les incidents de sécurité sont de plus en plus fréquents depuis juin, ce qui démontre une détérioration de la situation et pourrait avoir un impact sur la protection des populations vulnérables.

[686 ICs sur 731 ; 293 villages sur 314 ; NCM=1,96/3]

Bien que les régions autour du Lac Tchad ne souffrent pas de conflit généralisé, un nombre croissant d'incidents de sécurité et de protection a été signalé depuis le dernier rapport. Qu'il s'agisse de vol de bétail, de violations des droits humains, d'embuscades, décès et blessures causées par des engins explosifs, on constate une aggravation de la situation depuis l'été 2016³¹.

³⁰ Tchad : Situation dans la région du Lac et impact de la crise Nigériane. Rapport de situation no. 18, 10 octobre 2016.

³¹ UNICEF, Chad Humanitarian Situation Report – 31 August 2016.

Vulnérabilités

L'identification de personnes vulnérables³² dans les localités enquêtées a pour la première fois été incluse dans l'enquête REACH. Dans toutes les sous-préfectures, les ICs interrogés ont confirmé leur forte présence. Une vaste majorité (90%) des informateurs a rapporté des situations de femmes victimes de violence dans leur localité. En revanche, seulement 42% des personnes sondées ont affirmé qu'il existe dans leur village des services de soutien prévus pour ces femmes. Parmi l'ensemble des répondants, 84% ont signalé que des femmes chef de famille vivaient dans leur localité d'origine ou de déplacement.

Ensuite, 74% des ICs ont indiqué la présence de personnes en situation de handicap dans leur communauté, suivi par 73% des informateurs signalant avoir des personnes souffrant de troubles mentaux. De plus, 43% des répondants ont affirmé qu'au moins un enfant non-accompagné vit dans leur localité. Or, la situation sécuritaire précaire de la région pourrait avoir un impact néfaste sur la protection de ces personnes vulnérables.

Protection

Parmi la totalité des répondants, 11% ont indiqué que des personnes ont été blessées ou tuées par des armes légères dans leur village le mois précédant l'enquête, et 9% ont déclaré que des personnes ont été tuées ou blessées par des engins explosifs improvisés ou par des mines près de leur village le mois précédant l'enquête. Ces derniers incidents se trouvent en majorité dans les sous-préfectures de Daboua, Kouloudia et Bagassola selon leurs habitants sondés (soit 54%, 31% et 15% respectivement).

Cohésion sociale

Quant aux relations entre les populations hôtes et déplacées, la présence de tensions varie par sous-préfecture. Dans plusieurs sous-préfectures, plus de 80% des ICs ont indiqué que les relations entre hôtes et déplacés sont bonnes et le resteront probablement à l'avenir. Ceci est le cas dans les sous-préfectures de Kaiga-Kindjiria, Kangallam, Karal, Kouloudia et Mani. Cependant, des tensions ont été indiquées dans les sous-préfectures de Bagassola, Bol, Daboua, Doum-Doum, Liwa, Ngouboua et Ngouri (soit 64%, 33%, 47%, 22%, 57%, 38% et 50% des ICs respectivement).

Depuis l'enquête précédente, des changements ont été identifiés dans certaines sous-préfectures. Il s'agit notamment de Bagassola, Daboua, Ngouboua et Ngouri où l'indice de présence de tensions a augmenté. La pression sur l'accès aux services de base et la compétition face aux moyens de subsistance risquent de contribuer davantage à une augmentation des tensions. De façon globale, 31% des ICs ont relevé la présence de tensions dans leur localité, soit une augmentation de 24% par rapport aux ICs interrogés lors de la dernière enquête et qui faisaient état du même phénomène.

³² 'Personnes vulnérables' ici réfèrent à des enfants non-accompagnés, personnes handicapées ou avec des troubles mentaux, ou bien des femmes chefs de famille ou victimes de violence

CONCLUSION

Selon ce dernier rapport, aucune amélioration significative dans la région n'a été observée et l'analyse des conditions des populations hôtes et déplacées met en évidence de réels besoins auprès des deux types de communautés.

Au regard des résultats de l'enquête, les besoins prioritaires des populations hôtes et déplacées concernent principalement l'accès à la nourriture et aux moyens de subsistance, ainsi que l'accès aux services de base tels que les infrastructures de santé, l'eau et l'assainissement, et les infrastructures scolaires. De plus, il sera essentiel de continuer à surveiller les tensions déclarées par un nombre croissant d'informateurs-clés.

On relève plusieurs dynamiques interdépendantes:

- La saison des pluies a eu un impact positif sur la production agricole et une baisse du prix des céréales a été observée. Or, la sécurité alimentaire reste un des défis prioritaires dans la région. Les distributions alimentaires comme source d'approvisionnement de nourriture ont seulement été indiquées par 8% des ICs de populations hôtes et par 18% des informateurs déplacés, obligeant les communautés à avoir recours à des stratégies d'adaptation négatives pour subvenir à leurs besoins.
- Les services de base dans les sous-préfectures autour du lac Tchad ne sont encore que très en de ça des besoins. L'arrivée de nouvelles populations exerce une pression et crée une compétition supplémentaires vis-à-vis de ces services, alors qu'ils sont déjà très limités et trop onéreux dans plusieurs des localités sondées. Le manque d'accès et la restriction des mouvements des personnes viennent empirer l'accès aux services de santé, d'éducation, et d'eau et d'assainissement de ces régions. Il est d'ailleurs possible d'anticiper que le secteur d'éducation souffrira davantage de la grève des fonctionnaires et enseignants tchadiens qui aura un impact sur la situation éducationnelle dans la région où les répondants estiment encore que moins de la moitié des enfants de leur village d'origine ou sites de déplacement sont scolarisés.
- La situation sécuritaire et économique, amplifiée par l'accès limité à la nourriture, aux moyens de subsistance, et aux services de base, fait ressortir une concurrence entre populations hôte et déplacée qui pourrait continuer à avoir un effet négatif sur la cohabitation et la cohésion sociale. En effet, le nombre d'informateurs indiquant des tensions sociales dans leur localité a augmenté de sept points de pourcentage depuis le rapport de juin.

En considérant le contexte et les besoins indiqués par les différentes populations, il est recommandé d'adopter une approche territoriale et intégrée prenant en considération les besoins des populations déplacées ainsi que ceux des communautés hôtes qui les accueillent. En effet, bien que les conditions des déplacés présentent un degré de vulnérabilité plus important, le ciblage humanitaire doit prendre en considération les vulnérabilités des deux groupes. Ceci est nécessaire non seulement pour répondre aux besoins réels des deux populations, mais également afin de ne pas créer un déséquilibre en termes d'assistance pour les deux groupes, ce qui pourrait exacerber les tensions intercommunautaires déjà précaires.

De plus, le dialogue et la coopération entre les acteurs humanitaires et les acteurs de développement doivent se poursuivre afin d'améliorer l'impact des programmes visant à répondre aux besoins à court et long termes de la région et des populations touchées.

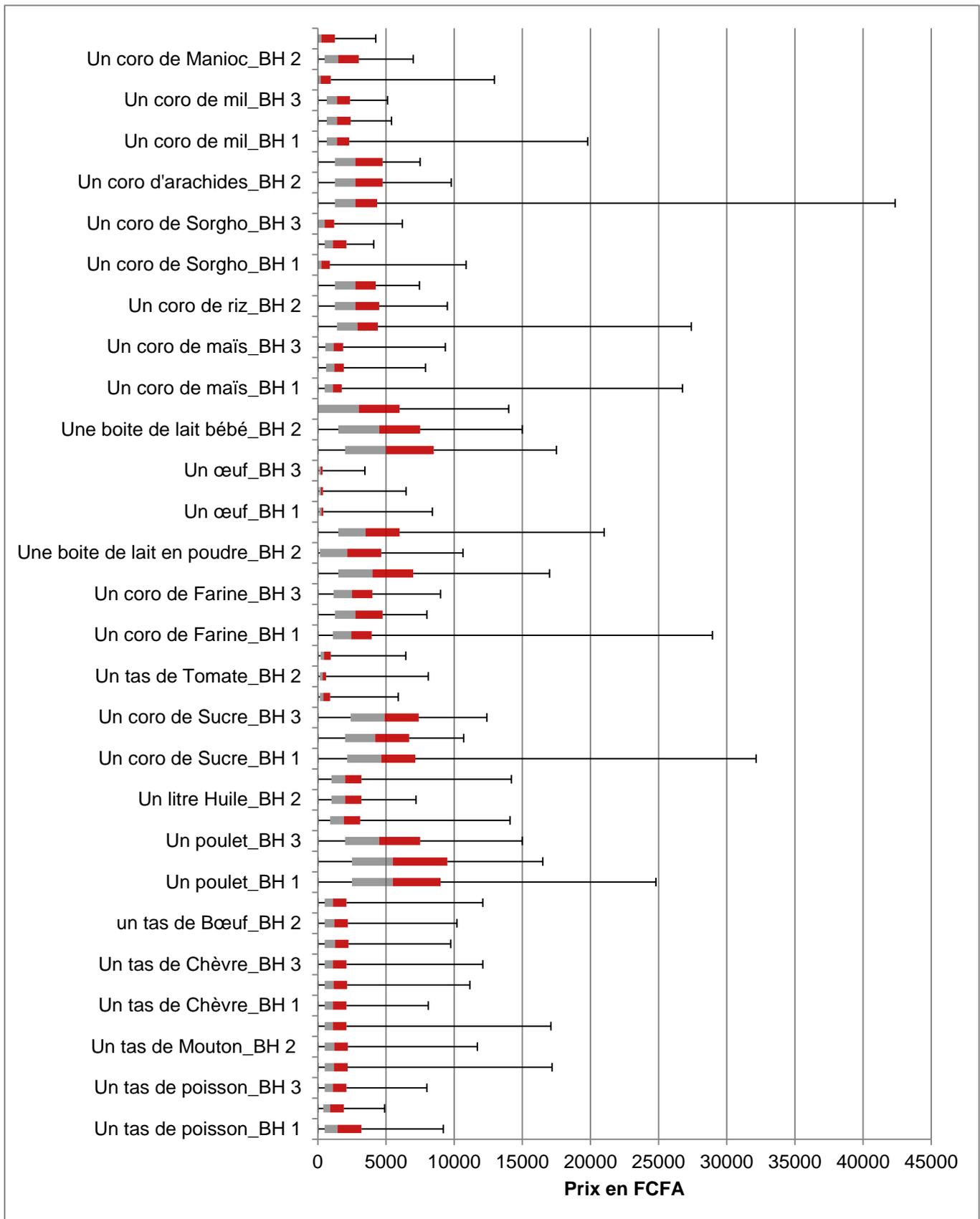
ANNEXE 1

Matrice de confiance

	Déplace- ments	Abris	Eau et assainis- sement	Santé	Sécurité alimen- taire	Moyens de subsi- stance	Circula- tion des biens et person- nes	Educa- tion	Protec- tion
Activité									
Chef du village	3	2	3	2	2	3	3	2	3
Docteur/infirmier	1	1	2	3	2	1	1	1	2
Vente et commerce	1	1	1	1	3	2	3	1	1
Vétérinaire	1	1	1	2	1	2	1	1	1
Enseignant/administration scolaire	1	1	1	1	1	1	1	3	2
Chauffeur	2	1	1	1	1	1	3	1	1
Administration	2	1	1	1	1	1	2	1	1
Pêche	1	1	1	1	1	2	2	1	1
Chef religieux	1	1	1	1	1	1	1	1	2
Etudiant	1	1	1	1	1	1	1	3	1
Maçon/main d'œuvre	1	3	1	1	1	1	1	1	1
Agriculture	1	1	1	1	1	2	1	1	1
Elevage	1	1	1	1	1	2	1	1	1
Artisanat	1	1	1	1	1	2	1	1	1
Services	1	1	1	1	1	1	2	1	1
Autre	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Sans emploi	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Préfère ne pas répondre	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Statut									
Déplacé interne	3	3	2	2	2	2	3	2	3
Refugié	3	3	2	2	2	2	2	2	3
Retourné	3	3	2	2	2	2	2	2	3
Population hôte (résident)	1	3	3	3	3	3	3	3	2
Autre	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Préfère ne pas répondre	1	1	1	1	1	1	1	1	1

ANNEXE 2

Prix des aliments au marché le plus proche le mois avant les trois enquêtes, selon les ICs



BH1 : Première enquête (janvier 2016), BH2 : Deuxième enquête (avril-juin 2016), BH3 : Troisième enquête (août-septembre 2016)

République du Tchad - Lac Tchad - Sous-préfecture : Bol

Localités enquêtées, écoles et centres de santé

Pour Usage Humanitaire Uniquement
Date de production : 16 novembre 2016

REACH



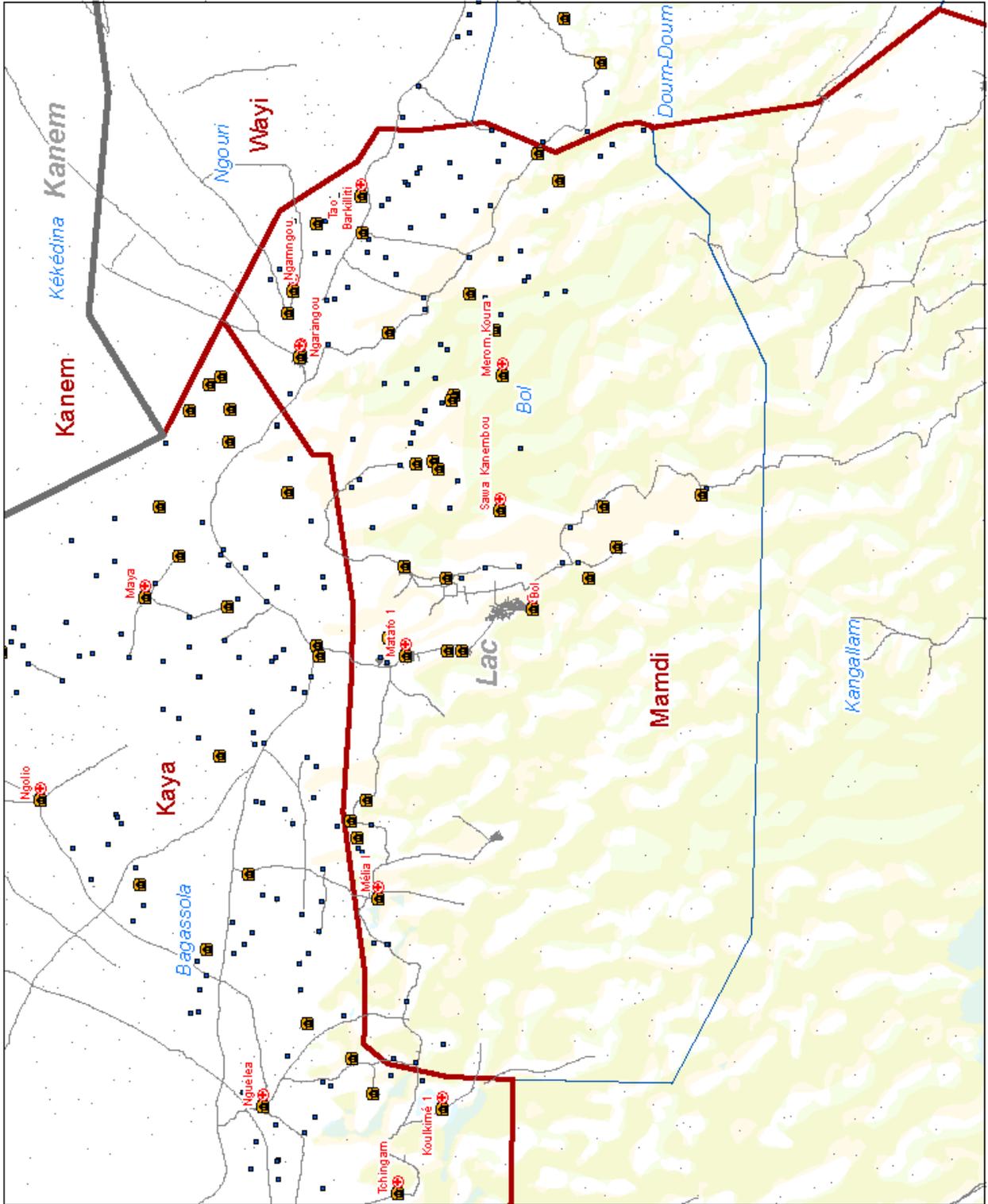
- Localité enquêtée sans école
- ni centre de santé
- Centre de santé *
- Ecoles
- Localité non enquêtée
- Route/piste
- Frontière internationale
- Région
- Département
- Sous-préfecture
- Canton
- Sable, dunes
- Lac
- Zones humides, prairies



0 10 kms

Sources des données:
 OCHA, REACH
 RWBIS, Wikipédia, OSIM, OCHA, REACH
 Système de Coordonnées:
 UTM Zone 34N
 Proj: UTM
 REACH, T.C.O. Lac, Soud-Est, 1 Nov 2017, 6:44
 Cont: reachmapping@unicef.org

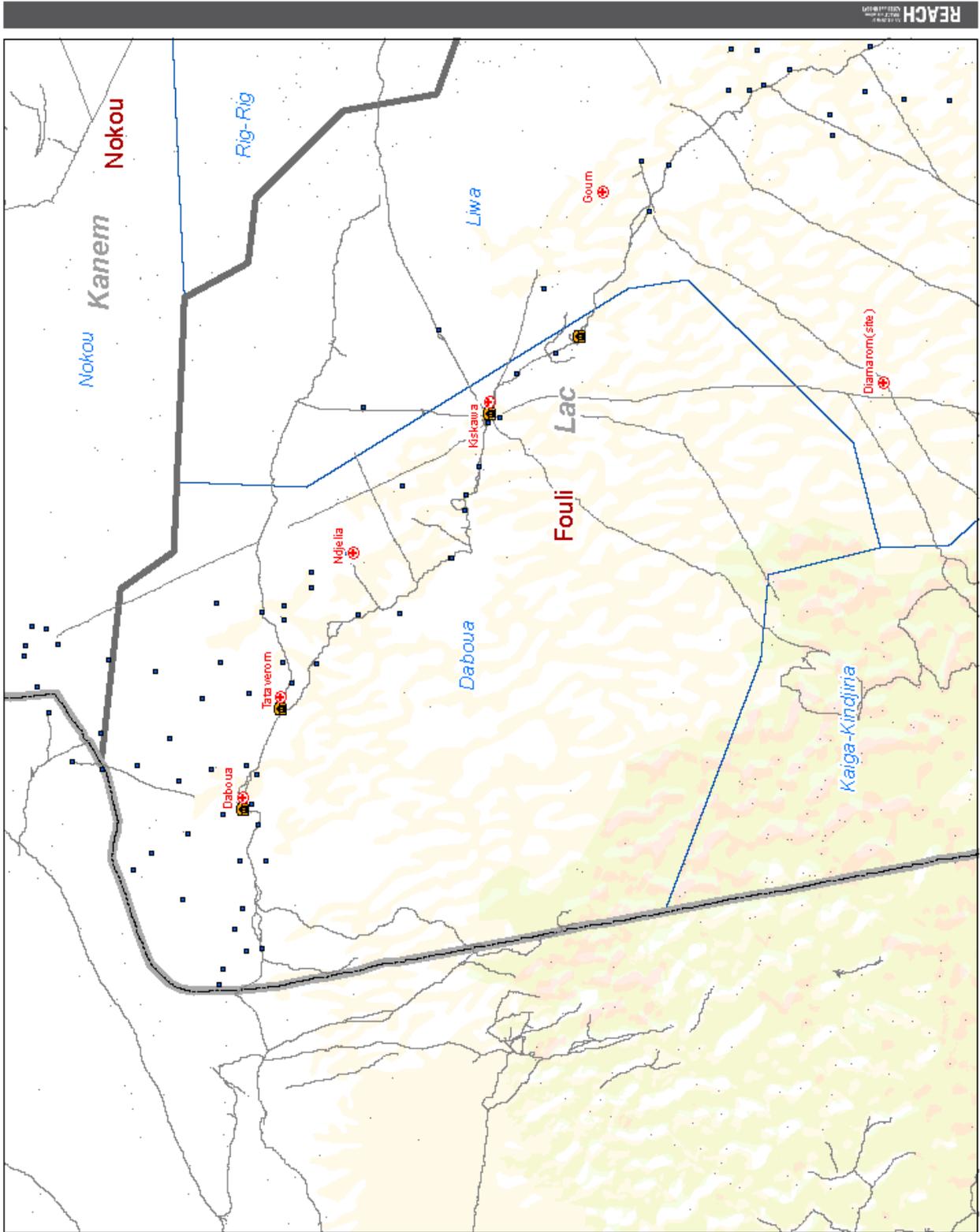
Note: Les données de SIG de Bol ou non liées
 utilisées dans cette carte ne sont pas garantées
 par REACH. Les données de SIG de Bol sont
 REACH, organisations associées et bénévoles
 menés à bien sur ce carte.



République du Tchad - Lac Tchad - Sous-préfecture : Daboua

Localités enquêtées, écoles et centres de santé

Pour Usage Humanitaire Uniquement
Date de production : 16 novembre 2016



- Localité enquêtée sans école
- ni centre de santé
- Centre de santé *
- Ecoles
- Localité non enquêtée
- Route/piste
- Frontière internationale
- Région
- Département
- Sous-préfecture
- Canton
- Sable, dunes
- Lac
- Zones humides, prairies



Sources des données:
 OCHA, REACH
 RWBIS, Wikipédia, OCHA, REACH
 Système de Coordonnées:
 UTM Zone 34N
 Datum: WGS 1984
 Projection: UTM
 Zone: 34N
 Contour: 1000 m
 Note: Les données de cette carte ne sont pas garanties et ne doivent pas être utilisées pour des fins commerciales. REACH, OCHA, RWBIS et leurs partenaires ne sont pas responsables des dommages matériels ou corporels résultant de l'utilisation de cette carte.

REACH, T.C.O. Lac, Soud-Est, 16 novembre 2016, A4
 Contact: reachmapping@un.org

République du Tchad - Lac Tchad - Sous-préfecture : Doum-Doum

Localités enquêtées, écoles et centres de santé

Pour Usage Humanitaire Uniquement
Date de production : 16 novembre 2016

REACH



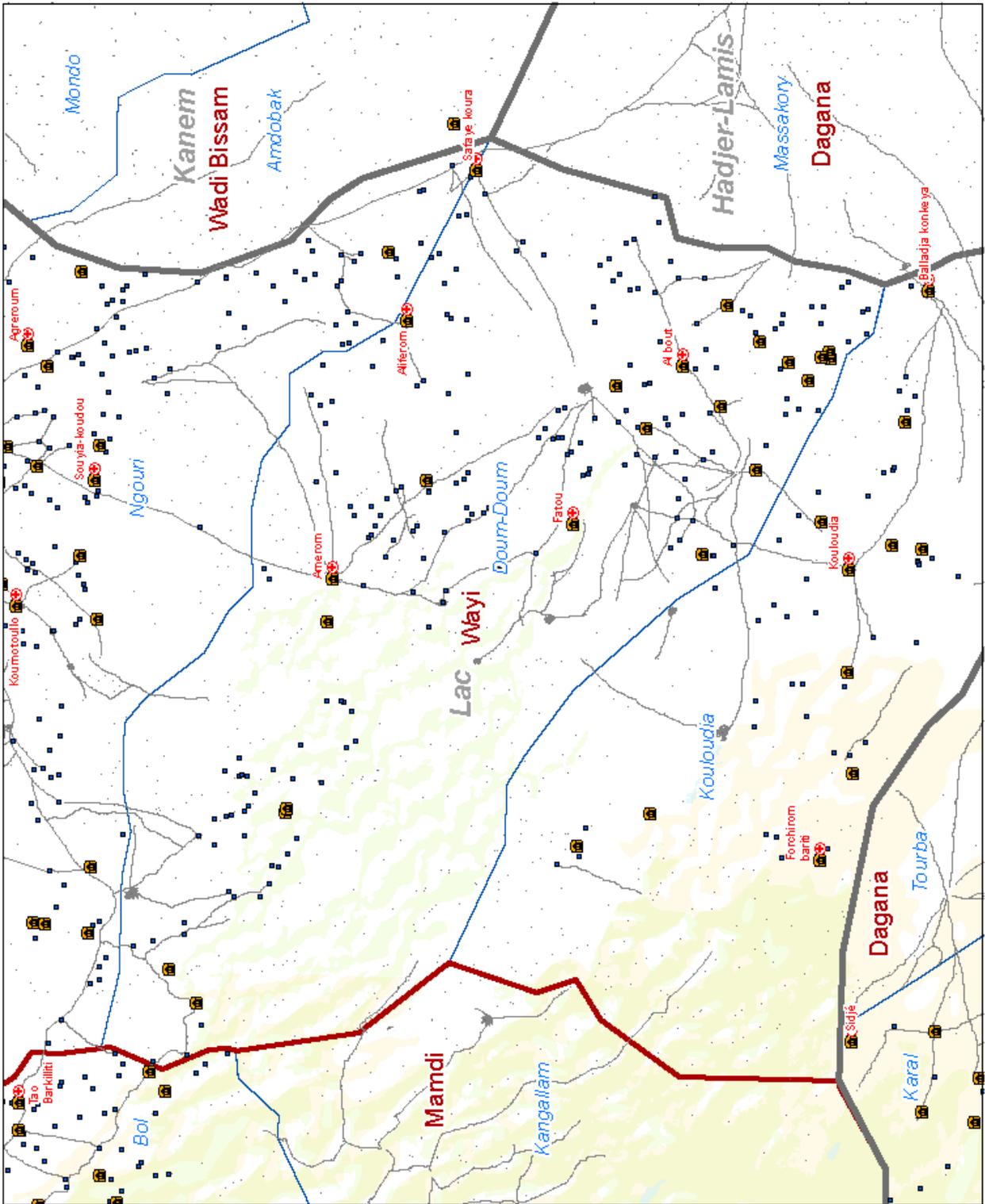
- Localité enquêtée sans école
- ni centre de santé
- Centre de santé *
- Ecoles
- Localité non enquêtée
- Route/piste
- Frontière internationale
- Région
- Département
- Sous-préfecture
- Canton
- Sable, dunes
- Lac
- Zones humides, prairies



0 10 kms

Sources des données:
 OCHA, REACH
 RWIS, Wikipédia, OCHA, REACH
 Système de Coordonnées:
 UTM Zone 34N
 Foyer:
 REACH, T.C.O. Lac, Sud-Est, 16/11/2016, A4
 Contact: reachmapping@unicef.org

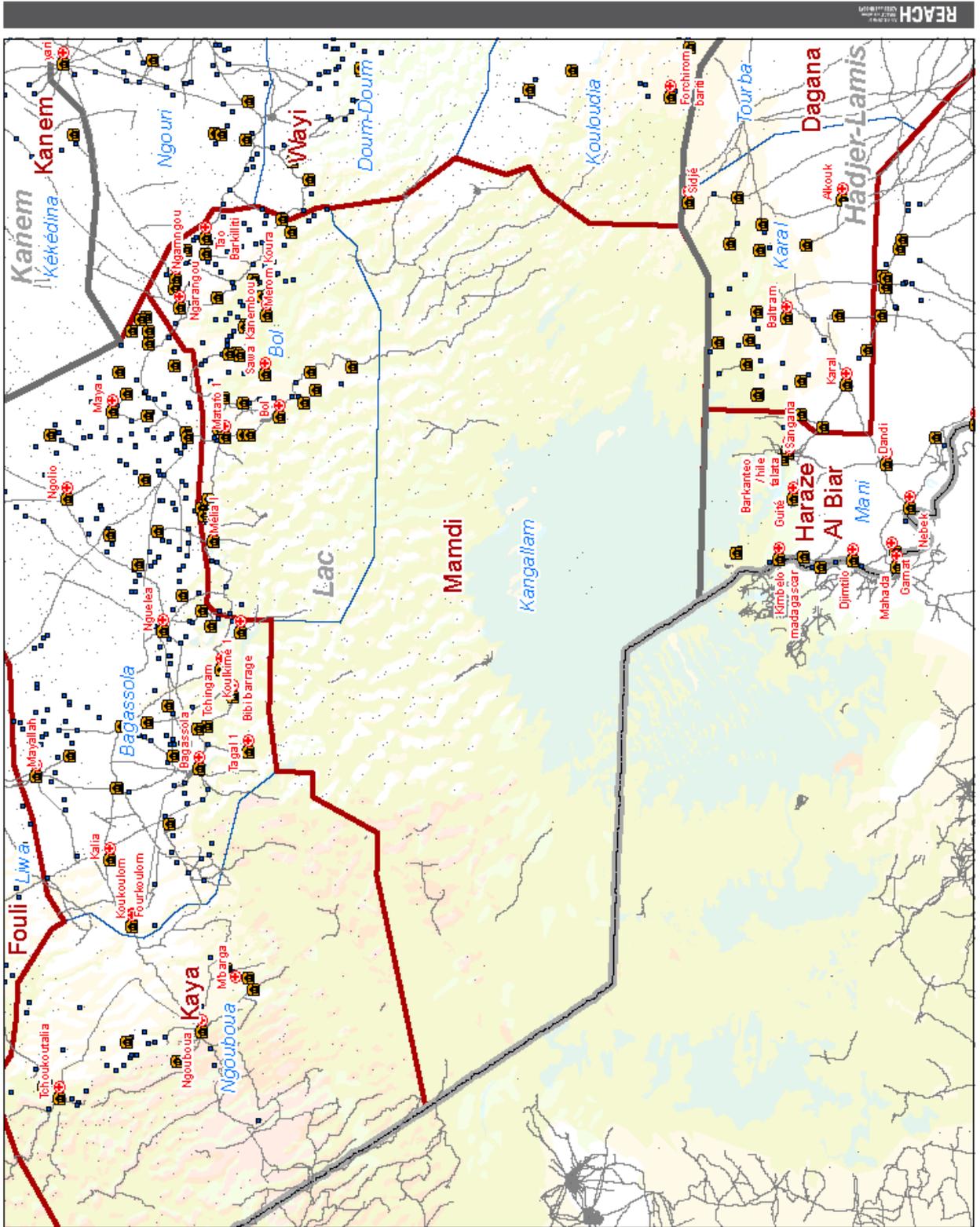
Note: Les données de Récha sur les zones humides dans cette carte ne sont pas les données de Récha mais les données de Récha et de ses partenaires. Les données de Récha sur les zones humides sont de la carte.



République du Tchad - Lac Tchad - Sous-préfecture : Kangallam

Localités enquêtées, écoles et centres de santé

Pour Usage Humanitaire Uniquement
Date de production : 16 novembre 2016



- Localité enquêtée sans école
- ni centre de santé
- Centre de santé *
- Ecoles
- Localité non enquêtée
- Route/piste
- Frontière internationale
- Région
- Département
- Sous-préfecture
- Canton
- Sable, dunes
- Lac
- Zones humides, prairies



0 10 kms

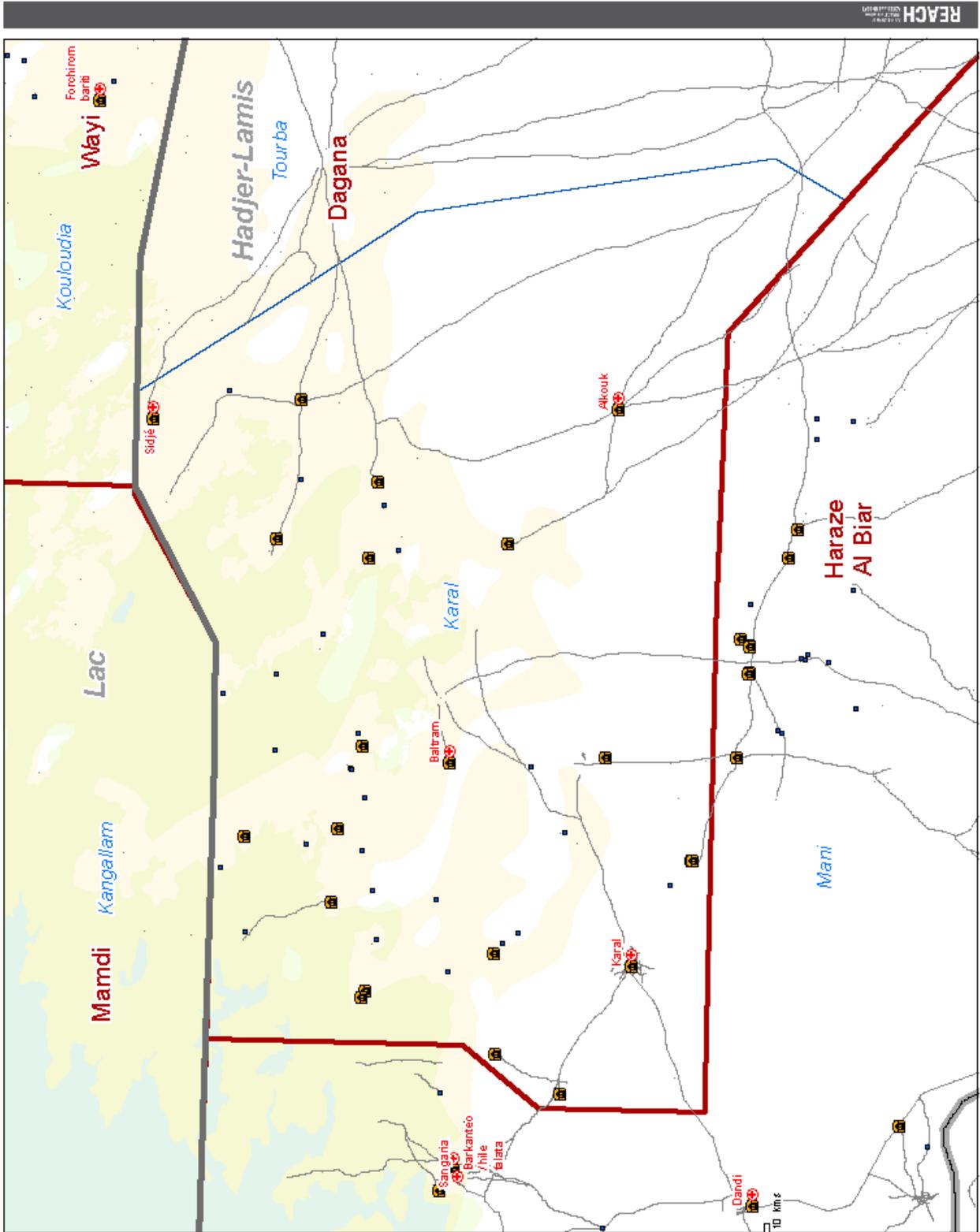
Sources des données :
 OCHA, REACH
 RWBIS, WFP, UNICEF, OCHA, REACH
 Système de Coordonnées :
 UTM Zone 34N
 Foyer :
 REACH, T.C.O. Lac, SUD-EST, 16/11/2016, 6 A4
 Contact: reachmapping@unicef.org

Note: Les données de SIGRA RWS ou RWBIS utilisées dans cette carte ne sont pas garantées et ne sont pas la responsabilité des partenaires REACH, organisations associées et bailleurs mais données sur de carte.

République du Tchad - Lac Tchad - Sous-préfecture : Karal

Localités enquêtées, écoles et centres de santé

Pour Usage Humanitaire Uniquement
Date de production : 16 novembre 2016



- Localité enquêtée sans école
- ni centre de santé
- Centre de santé *
- Ecoles
- Localité non enquêtée
- Route/piste
- Frontière internationale
- Région
- Département
- Sous-préfecture
- Canton
- Sable, dunes
- Lac
- Zones humides, prairies



10 kms

Sources des données:
 - OCHA/REACH
 - RWBIS - Wikipédia
 - Système de Coordonnées: UTM Zone 34N
 - Proje4
 - REACH, T.C.O. Lac Tchad, 16/11/2016, A4
 Contact: reachmapping@unicef.org

Note: Les données de SIG de RWBIS ou RWBIS utilisées dans cette carte ne sont pas garanties par REACH. REACH ne s'engage pas à garantir la précision des données. REACH, l'organisation des Nations Unies pour l'aide humanitaire, n'est pas responsable de l'usage des données.



République du Tchad - Lac Tchad - Sous-préfecture : Koulouadia

Localités enquêtées, écoles et centres de santé

Pour Usage Humanitaire Uniquement
Date de production : 16 novembre 2016

REACH



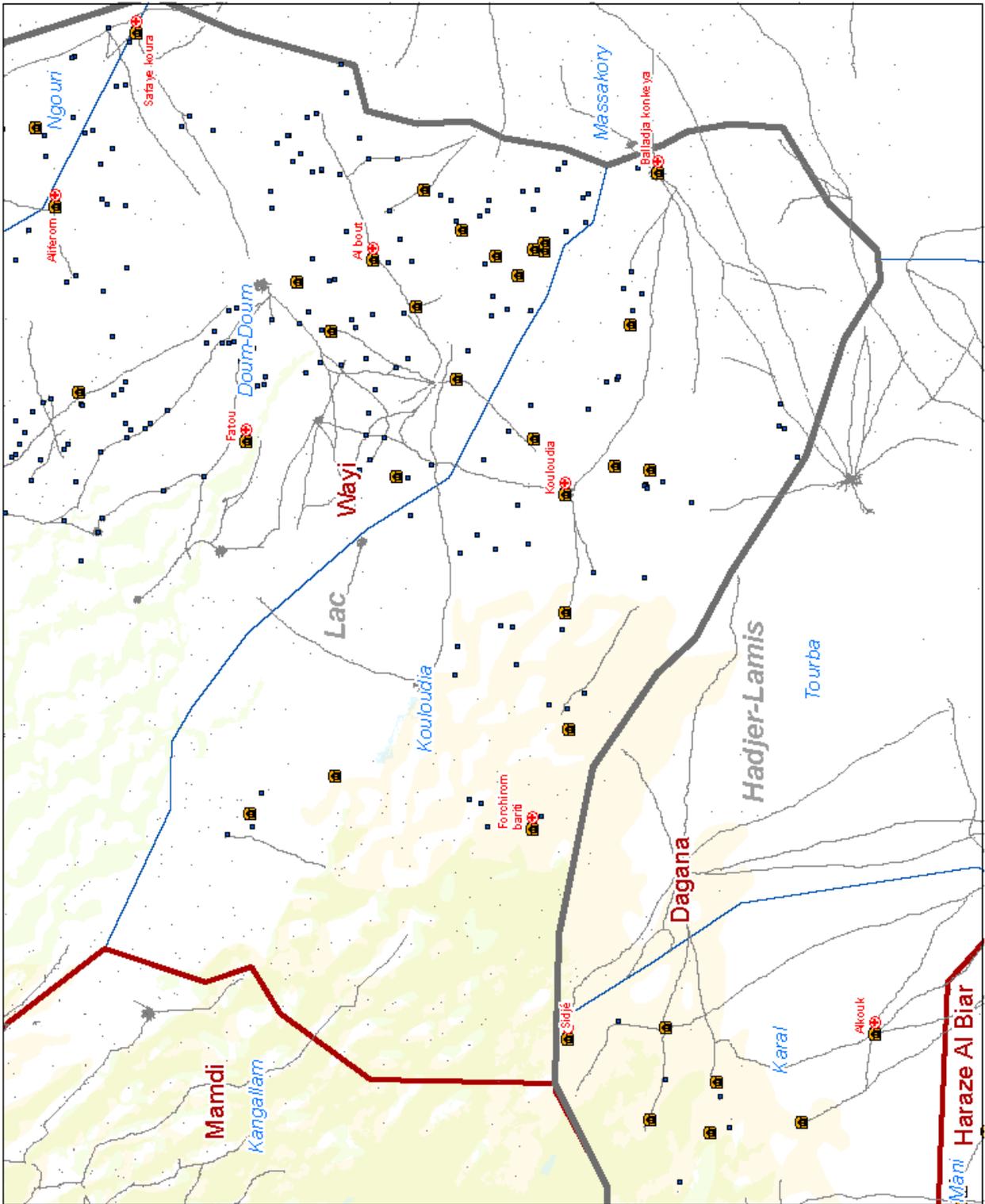
- Localité enquêtée sans école
- ni centre de santé
- Centre de santé *
- Ecoles
- Localité non enquêtée
- Route/piste
- Frontière internationale
- Région
- Département
- Sous-préfecture
- Canton
- Sable, dunes
- Lac
- Zones humides, prairies



0 10 kms

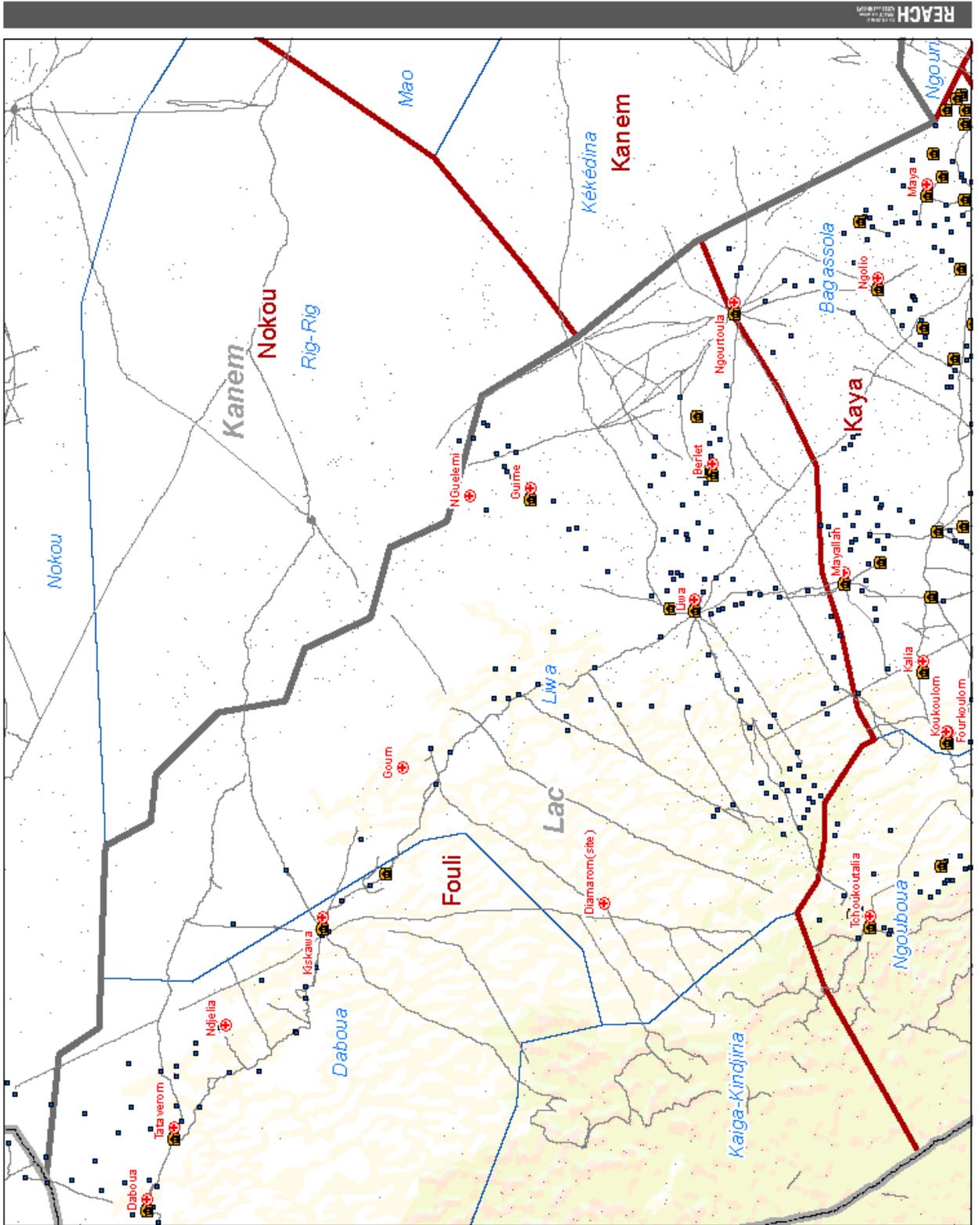
Sources des données:
 OCHA, REACH
 Routes, villages, OCHA, REACH
 Système de coordonnées:
 UTM Zone 34N
 Projeç: UTM
 REACH, T.C.O. Lac, Soud. 11/10/2016 A4
 Contact: reachmapping@unicef.org

Note: Les données de SIDA sont de non être utilisées dans cette carte ne sont pas garantis REACH, organisation humanitaire des pays arabes REACH, organisation des associations et bénévoles menés par le peuple.



République du Tchad - Lac Tchad - Sous-préfecture : Liwa Localités enquêtées, écoles et centres de santé

Pour Usage Humanitaire Uniquement
Date de production : 16 novembre 2016



- Localité enquêtée sans école
- ni centre de santé
- Centre de santé *
- Ecoles
- Localité non enquêtée
- Route/piste
- Frontière internationale
- Région
- Département
- Sous-préfecture
- Canton
- Sable, dunes
- Lac
- Zones humides, prairies



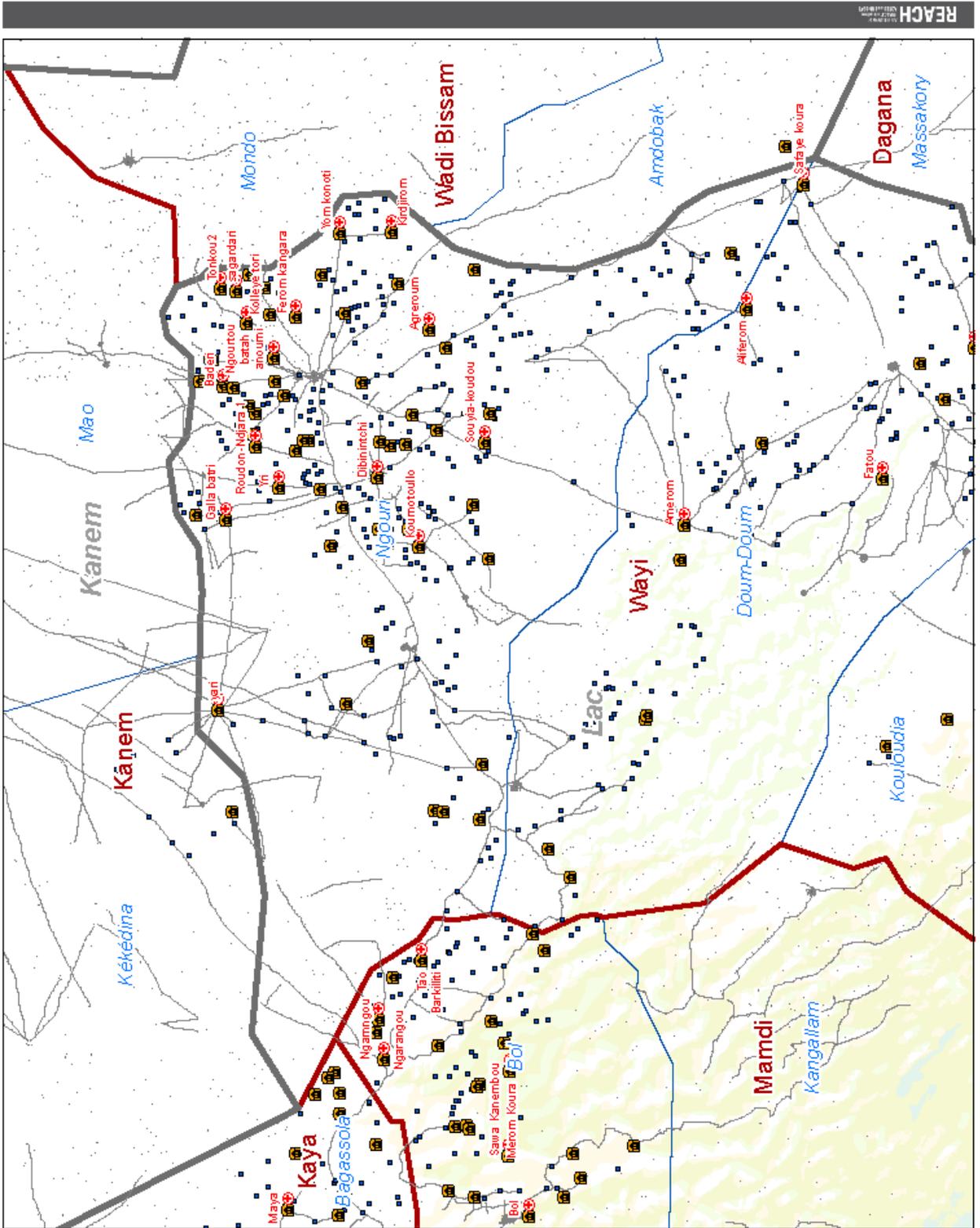
Sources des données :
 - OCHA/REACH
 - WFP/RS
 - Système de Coordonnées : UTM Zone 34N
 - Projections : UTM
 - Zone : Africa
 - Date : 16/11/2016 10:44
 - Contact : reachmapping@un.org

Note : Les données de cette carte ne sont pas garanties et ne doivent pas être utilisées pour des décisions politiques ou militaires. Les données sont fournies à titre d'information et ne constituent pas une recommandation de REACH. Les données sont fournies à titre d'information et ne constituent pas une recommandation de REACH.

République du Tchad - Sous-préfecture : Ngouri

Localités enquêtées, écoles et centres de santé

Pour Usage Humanitaire Uniquement
Date de production : 16 novembre 2016



- Localité enquêtée sans école
- ni centre de santé
- Centre de santé *
- Ecoles
- Localité non enquêtée
- Route/piste
- Frontière internationale
- Région
- Département
- Sous-préfecture
- Canton
- Sable, dunes
- Lac
- Zones humides, prairies



Sources des données:
 REACH
 OSIM
 Système de Coordonnées:
 UTM Zone 34N
 Datum: WGS 1984
 Projection: UTM
 Contour: reachmapping@reachforpeople.org

Note: Les données de cette carte ne sont pas garanties par REACH. Les données de cette carte ne sont pas garanties par REACH. Les données de cette carte ne sont pas garanties par REACH.